M 2485 - 287 - 8,00 F

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

N° 287 FEVRIER 1999
8FF-50FB-3FS-2$ can.-1,2 euros

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

AVEC OU SANS EURO

Le capitalisme ne peut offrir que plus de chômage et d'exploitation

"Les années noires de l'Europe ne sont désormais plus qu'un mauvais souvenir". Voilà les bons vœux que la bourgeoisie envoie aux prolétaires pour cette nouvelle année. Certes, l'Asie s'écroule dramatiquement, l'Amérique du Sud vacille dangereusement et, sans parler des ex-pays de l'Est, l'Afrique n'est plus qu'un terrain vague sans avenir. Mais l'Europe, dans ce chaos *mondial*, a trouvé avec l'euro la solution, l'universelle panacée qui la protégera de tous les maux. Non seulement la nouvelle monnaie unique européenne constituera un rempart infranchissable face à la crise mondiale, mais, mieux encore, elle sera une monnaie plus forte que le dollar. L'Oncle Sam n'a qu'à aller se rhabiller, son insolente domination ne viendra plus souiller le sol d'une Europe enfin libre, fraternelle, unie et forte.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que la fanfare bourgeoise aura manqué de souffle et n'aura pas réussi à faire illusion. Les médias ont dû rapidement baisser d'un ton et laisser à nouveau la place à des prévisions de croissance chaque jour plus pessimistes, venant, en pleine europhorie, contredire l'assurance somme toute fébrile de la bourgeoisie. Et comme si cela ne suffisait pas, voilà que la crise du real brésilien vient ébranler les bourses européennes, que l'euro devait pourtant protéger des soubresauts de l'économie mondiale. Quant aux attaques qui continuent à frapper la classe ouvrière en 1999 comme en 1998, elles viennent confirmer ce que la méfiance du prolétariat vis-à-vis de l'euro avait de latent : comme la monnaie unique ne protégera en rien l'économie européenne, la classe ouvrière continuera de subir les attaques sur ses conditions de travail et de vie, en paiement de la crise mondiale du capitalisme.

Ce n'est pas la première fois, et sans aucun doute pas la dernière, que la bourgeoisie transforme ses politiques économiques en arme idéologique contre la classe ouvrière. Celle sur l'euro, en mettant face à face les pro-euro et les anti-euro, a pour objectif principal d'agir comme un écran de fumée venant masquer les véritables raisons de la colère ouvrière qui tend à s'exprimer de plus en plus.

La bourgeoisie savait bien que la classe ouvrière se méfierait de cet optimisme empli d'assurance suspecte à l'égard de l'euro. Et c'est en développant insidieusement une idéologie anti-euro prenant pour cible les discours triomphateurs des "bâtisseurs de l'Europe unie", qu'elle exploite le mieux cette méfiance en l'entraînant sur le terrain nationaliste de la défense de la "souveraineté nationale".

Mais ce n'est pas le maintien de cette souveraineté qui changera quoi que ce soit à la crise mondiale du capitalisme ; ce n'est pas non plus une Europe plus forte face aux " méchants yankees " qui donnera du travail aux chômeurs ou augmentera les salaires.

Car monnaie unique ou pas, la crise qui frappe le monde entier est une crise mortelle d'un système historiquement en faillite. Une crise dont aucun pays, même avec la meilleure volonté, ne peut se protéger.

Car monnaie unique ou pas, la guerre commerciale que se livrent tous les pays du monde ne cessera de s'amplifier, impliquant aussi bien les pays de la zone euro que ceux qui n'y sont pas. Dans cette guerre, la création de l'euro n'est qu'une étape qui ne change rien, fondamentalement, au fait que la crise du capitalisme rend incontournable l'exacerbation de la concurrence au niveau mondial.

Car monnaie unique ou pas, la classe ouvrière sera toujours la première à payer la facture de cette crise. La mise en place des 35 heures, avec tout ce qu'elle sous-entend comme attaques sur les salaires et les conditions de travail, en est une illustration exemplaire, qui ne s'embarrasse pas de savoir si elle se déploie au sein de la zone euro ou à l'extérieur.

Quand les pro-euro s'appuient sur l'anti-américanisme, les anti-euro portent eux leur méfiance vis-à-vis de l'Allemagne. Et un simple regard vers le monde arabe suffit à comprendre que les rivalités impérialistes constituent la réalité guerrière du capitalisme dans sa période de décadence, et que l'euro ne viendra en lui-même ni l'aggraver ni l'atténuer.

Monnaie unique ou pas, ce que le capitalisme promet aujourd'hui, c'est toujours plus de guerre, plus de chômage, plus de misère. La classe ouvrière ne doit pas s'y tromper : que les attaques portent sur les euros, les dollars ou les roupies de son porte-monnaie, c'est sur son terrain de classe et uniquement là qu'elle pourra y mettre fin, en développant ses luttes pour la même cause, où qu'elle se trouve. Car, qu'elle soit dans la zone euro ou ailleurs, la classe ouvrière n'a pas de patrie.

H (17/01/99)

INSECURITÉ, EMEUTES, QUADRILLAGE POLICIER DANS LES BANLIEUES

Une seule réponse à la misère capitaliste : la lutte ouvrière

Ces dernières semaines, une série d'événements sont venus mettre sur les devants de l'actualité la misère et l'insécurité des banlieues ouvrières. En décembre, des émeutes éclataient dans le quartier du Mirail à Toulouse, suite à la mort d'un adolescent abattu par la police, opposant deux cents jeunes aux forces de l'ordre et faisaient des émules les nuits suivantes dans d'autres quartiers. A la fin du mois, c'est à Strasbourg qu'on revivait les scènes, désormais chroniques, des "rodéos de la St Sylvestre" avec leur lot de voitures incendiées et de matériel urbain détruit. Ces événements ont eu droit à une importante focalisation médiatique qui allait, courant janvier, prendre encore plus d'ampleur autour du thème plus général de l'insécurité dans les banlieues. Pour commencer, le Premier ministre et le Président de la République ont rivalisé, dans leurs "bons voeux" à la population, de déclarations "sécuritaires". Venant à point nommé, des statistiques "alarmantes" sur un nouvel accroissement de la délinquance et de la criminalité en 1998, notamment chez les jeunes et notamment dans les banlieues, étaient publiées au même moment. Puis le retour spectaculaire à son poste du ministre de l'Intérieur Chevènement -dont le long coma avait visiblement été propice à de grandes résolutions musclées - est venu nourrir une grande "dispute" au sein de la "gauche plurielle" sur la "dose" de répression supplémentaire à appliquer dans la lutte contre la délinquance juvénile. Pour finir, vient de sortir un nouveau rapport "d'experts" selon lequel la police serait "sous-utilisée" et dispersée dans des tâches administratives au lieu de "faire son boulot" de quadrillage policier de nos rues.

A en croire tout ce déballage médiatique, la classe dominante serait véritablement et sincèrement préoccupée par la montée de la violence qui gagne les banlieues ouvrières, par le sentiment d'insécurité dans lequel se trouvent plongés leurs habitants. Les représentants les plus "humanistes" de la classe dominante seraient quant à eux alarmés par le désespoir qui pousse de plus en plus d'adolescents désoeuvrés vers la délinquance.

Un pur produit de la crise et de la décomposition capitaliste

Evidemment, les politiciens et les médias bourgeois peuvent difficilement cacher que cette violence, cette insécurité et ce désespoir ne sont que le produit direct de la crise de ce système et du chômage massif qui l'accompagne. Ils sont bien obligés d'admettre que ce qui pousse de plus en plus de jeunes gens dans la délinquance individuelle absurde quand elle ne les jette pas dans les bras des mafias, du trafic de drogue, c'est l'absence totale d'avenir. C'est le constat désespéré de vivre dans une société qui n'a pas de place pour eux, car elle est désormais incapable de les

(SUITE PAGE 5)

Dans ce numéro

Bombardements américains en Irak : Tous les Etats sont responsables de la barbarie guerrière ..... p. 2

Kosovo : les populations victimes des règlements de compte impérialistes ..... p. 2

Euro : derrière la coopération, l'aiguisement de la guerre économique ..... p .3

Crise économique: effondrement en Asie, Russie, Amérique latine : vers une récession mondiale ..... p. 3

Mineurs roumains: une publicité bourgeoise pour démoraliser la classe ouvrière ..... p .3

Front National : gonflé hier, éclaté aujourd'hui, manipulé toujours ..... p. 5

Défense du milieu politique prolétarien : la disparition de "Daad en Gedachte" est un affaiblissement pour la Gauche communiste ..... p. 6

Lénine, Luxemburg, Liebknecht (L'Etincelle 1946) ..... p. 8

CONTROVERSE A PROPOS DES BOMBARDEMENTS AMERICAINS EN IRAK

Tous les Etats sont responsables de la barbarie guerrière

Les médias en France se sont indignés de l'inutilité et de l'iniquité des bombardements en Irak qu'ils attribuent à une dérive autoritaire des Etats-Unis voulant régner sans partage sur le monde. Prenant prétexte de la polarisation, outre-Atlantique, sur les affres sexuelles de Clinton, la même propagande va jusqu'à suggérer que la classe politique américaine aurait perdu le sens de ses responsabilités et ferait courir un danger majeur à la paix mondiale. L'humanité est effectivement en danger de mort mais la cause en est, non pas l'irresponsabilité en particulier d'une seule fraction de la bourgeoisie mondiale, mais le système capitaliste comme un tout, dont l'impasse économique pousse chaque pays à la fuite en avant dans la guerre.

Dans tous les pays la bourgeoisie développe une propagande nationaliste, orientée contre ses rivaux et destinée à enrôler la population derrière elle et à lui masquer les enjeux réels des tensions impérialistes.

L'intoxication de la propagande nationaliste

D'un côté, il y a la légitimation par les Etats-Unis de leur propre politique dont ils ne cherchent plus à masquer le côté ouvertement hégémonique : "*La meilleure garantie -même si elle est imparfaite- de la sécurité et de l'ordre international est la domination d'une puissance, les Etats-Unis, qui ne représentent pas une menace pour la planète*" (...) "*Certains se plaignent et préféreraient, naturellement, voir ce pouvoir équitablement partagé entre les grandes nations et les règles établies par consensus. Comme c'est utopique !*" (Charles Krauthammer - Time – NY, cité dans le n° 427 de janvier de l'hebdomadaire *Courrier International*).

D'un autre côté, on a la propagande anti-américaine qui, non seulement reproche aux Etats-Unis de vouloir jouer seuls les gendarmes du monde, mais les accuse d'être de "*mauvais gendarmes du monde*", slogan qui est le titre à la une du *Courrier International* n° 247, largement placardé sur tous les espaces d'affichage en France. Un certain volet de cette propagande va jusqu'à attribuer la décision de Clinton de bombarder l'Irak à une opération de diversion face aux tracasseries dont il est l'objet. Entre brigands impérialistes, tous les coups sont permis !

S'il y a effectivement un lien entre le Monicagate et la politique extérieure américaine, ce n'est pas celui-là. Ce scandale n'aurait jamais pris cette dimension s'il n'avait été le résultat d'une machination d'une fraction de l'appareil politique de la bourgeoisie américaine. Celle-ci, rendant Clinton responsable du recul du leadership américain dans l'arène impérialiste mondiale, a utilisé les faiblesses et imprudences du président pour tenter de le contraindre à démissionner. Le problème, pour la bourgeoisie américaine, c'est que le déclin des Etats-Unis n'est pas le fait d'un président inapte, mais des contradictions insurmontables dans lesquelles se débat l'impérialisme américain depuis l'effondrement du bloc de l'Est.

Le déclin de l'impérialisme américain

Avec l'effondrement du bloc russe, disparaissait aussi la menace venue de l'Est qui, jusque là, avait permis la cohésion du bloc occidental et la soumission de ses Etats membres à la tête de bloc. C'est pourquoi le bloc de l'Ouest ne devait pas survivre à l'éclatement de celui de l'Est. Depuis lors, chaque puissance tente de défendre ses intérêts propres à travers des alliances ponctuelles, changeantes, contradictoires. C'est la guerre de tous contre tous. Dans ce contexte, il ne restait plus aux Etats-Unis, pour affirmer leur domination mondiale, que la menace et l'emploi de leur très grande suprématie militaire. Si cette carte fut utilisée avec succès lors de la guerre du Golfe, elle a démontré par la suite toutes ses limites. En effet, à chaque fois, son utilisation suscitait en retour un élargissement et un approfondissement de l'hostilité à l'encontre du gendarme mondial. Cependant, celui-ci ne pouvait y renoncer, sous peine d'ouvrir toute grande la porte aux appétits impérialistes concurrents que plus rien alors n'arrêterait.

La manifestation la plus significative de la crise de l'autorité du gendarme mondial fut la rupture de son alliance historique avec la Grande-Bretagne, à l'initiative de cette dernière, à partir de 1994. Ainsi, pendant plus de deux ans, la France et la Grande-Bretagne firent alors cause commune pour la défense de leurs intérêts en Yougoslavie, en favorisant le camp serbe contre la politique de l'Allemagne, qui soutenait le camp croate, et en faisant échec à toutes les tentatives des Etats-Unis de jouer un rôle direct dans le règlement de la crise yougoslave. D'autres situations illustrent cette dynamique de recul de la première puissance mondiale : sa perte d'autorité sur Israël affaiblissant le monopole américain du contrôle de la situation au Moyen-Orient ; son incapacité à éjecter totalement la France du continent africain, malgré l'offensive commencée victorieusement au Rwanda en 1995 et, surtout, l'impossibilité de développer sa présence sur ce continent.

Les limites des contre-offensives américaines pour endiguer le déclin

Les différentes offensives des Etats-Unis n'ont finalement pas réussi à enrayer le déclin de leur suprématie, celui-ci étant en fait un phénomène irréversible.

Force est de constater que les résultats de la dernière opération militaire sur l'Irak ne sont pas à la hauteur des moyens de destruction engagés. Celle-ci intervient pourtant après un certain nombre de succès de l'Oncle Sam sur l'arène internationale : imposition d'une nouvelle "pax americana" au Kosovo et d'un recul sans condition à Saddam Hussein lors de la crise irakienne de l'automne dernier ; obtention d'un accord de paix au Moyen-Orient (Wye Plantation), bien que par la suite celui-ci fut largement remis en question par la partie israélienne, notamment lorsque Clinton en personne, en visite en Israël, s'est vu opposer une fin de non-recevoir à son insistance pour que soit fixée une date officielle de début de mise en application des dits accords. C'était deux jours seulement avant qu'il ne déclenche les derniers bombardement sur l'Irak.

Le plus grand succès de l'opération "Renard du désert" réside sans aucun doute dans la capacité qu'ont eue les Etats-Unis d'entraîner derrière eux la Grande-Bretagne, et de porter ainsi un coup à la perspective d'accords de coopération militaire entre certains pays européens. En effet, de tels accords, relancés par la récente proposition anglaise de défense commune européenne, auraient signifié la diminution de la marge de manœuvre de l'Oncle Sam pour s'imposer partout en profitant de l'impuissance de ses rivaux à présenter des alternatives diplomatiques crédibles, faute de moyens crédibles pour les appuyer, sur le plan militaire en particulier. Néanmoins, même ce succès est à relativiser. Bien qu'il affaiblisse le camp des rivaux des Etats-Unis en repoussant à plus tard une tentative de leur part de mettre en commun des moyens militaires, il ne signifie cependant en rien le retour à une alliance avec la Grande-Bretagne. Si cette dernière a participé à l'opération "Renard du désert", ce n'est pas pour retourner dans l'orbite américaine mais parce qu'elle s'y retrouvait du point de vue de la défense de ses intérêts impérialistes dans la région.

Tout en faisant la preuve de leur détermination à intervenir militairement où bon leur semble, comme bon leur semble et en tout point du globe, sans se laisser paralyser par des organismes tels que l'ONU jugés trop à la solde de leurs rivaux (1), les Etats-Unis ont en même temps polarisé sur eux un flot de critiques visant à porter atteinte à leur crédibilité même de première puissance mondiale. De plus, c'est une protestation généralisée et parfois violente que l'intervention américaine a suscitée dans le monde arabe, et ce malgré la tentative d'un certain rééquilibrage de la politique américaine au Moyen-

(SUITE PAGE 6)

1) Une telle orientation de la politique des Etats-Unis, augurée l'été dernier avec les tirs de missiles sur l'Afghanistan et le Soudan, diffère de celle, adoptée jusqu'alors, consistant à tenter de mettre derrière eux un certain nombre de pays parmi leurs "contestataires", avant d'agir militairement. Cette nouvelle tactique est vraisemblablement motivée par l'échec de la précédente lors de la crise irakienne au début de l'année 1998, qui s'était soldée par un revers américain. Elle est aussi certainement le résultat de la pression de cette fraction de la bourgeoisie américaine en désaccord avec la politique de Clinton.

MASSACRES AU KOSOVO

Les populations victimes des règlements de compte impérialistes

En même temps que les missiles s'abattaient sur l'Irak, ce début d'année a été également marqué par de nouveaux affrontements au Kosovo, entre l'armée de libération kosovare (UCK) et les forces serbes. A nouveau, la population civile a fait les frais de ce déchaînement de violence : massacres, déplacements de population, etc. Les médias bourgeois ont étalé à la "une" les photos du charnier du village kosovar de Racak. Mais cette publicité faite à ces dizaines de civils massacrés et mutilés, ne sert à la bourgeoisie que pour donner l'occasion aux grands "démocrates" occidentaux de s'offusquer avec des mines de vierge effarouchée. Elle pourra également servir de prétexte ultérieur à une intervention militaire des grandes puissances ; "pour la paix", évidemment. Mais, quelles que soient leurs gesticulations, les bourgeoisies occidentales sont bien responsables et coupables des tueries dans l'ex-Yougoslavie ! A nouveau, à quelques encablures de l'Europe occidentale, coeur du capitalisme, les armes ont rappelé qu'il n'est pas de paix possible dans le capitalisme et qu'en particulier la région des Balkans, région stratégique, reste centrale dans l'affrontement auquel se livrent les grandes puissances.

En janvier, on a ainsi vu à nouveau s'affronter, comme dans les premiers mois et à l'automne 1998, les forces serbes de Milosevic à l'UCK, armée albanaise de "libération" du Kosovo. Et si la répression serbe s'abat à nouveau dans cette province contre toute velléité indépendantiste, c'est bien parce que la République Fédérale Yougoslave sous la houlette de la Serbie ne peut se passer de cette province, notamment par l'ouverture qu'elle offre sur la Méditerranée. Mais, surtout, c'est que cette ligne de front représente celle de l'affrontement entre grandes puissances, en particulier entre la superpuissance que représentent les Etats-Unis et l'impérialisme allemand qui poursuit, même si c'est encore de façon masquée, son offensive dans les Balkans, en direction du sud.

Cette situation est caractéristique de la période ouverte par l'effondrement du bloc de l'Est et la fin du bloc de l'Ouest : période du "chacun pour soi", de la guerre du "tous contre tous" - en particulier entre ex-alliés du bloc mené par les Etats-Unis, de par la volonté des principales puissances européennes d'en découdre avec leur ancien parrain. C'est pourquoi toutes ces puissances européennes s'invitent dans la "crise" du Kosovo : depuis la France et la Grande -Bretagne qui n'ont pu que s'aligner sur la politique de l'Oncle Sam pour pouvoir "rester dans le jeu" et ne pas favoriser l'expansionnisme germanique, jusqu'à l'Italie qui veut faire cavalier seul et défendre là ses prétentions "historiques" sur la rive orientale de l'Adriatique.

Ce qui a mis le feu aux poudres l'an dernier au Kosovo et qui se répète aujourd'hui, c'est bien le fait que c'est l'Allemagne qui pousse à l'offensive les indépendantistes kosovars. Cela ne pouvant que mettre en péril la "Pax americana" de Dayton qui avait, en son temps, mis sous l'éteignoir la guerre dans l'ex-Yougoslavie. Guerre qui avait commencé à faire rage en 1991 elle aussi de par la tentative d'avancée de l'Allemagne vers la Méditerranée, via la Croatie (voir *RI* n°286).

Alors que dans les premiers mois de 1998, les forces armées serbes avaient porté des coups très durs à l'UCK, celle-ci commençait à se "refaire une santé" grâce au financement et à l'armement de l'Allemagne. D'autres pays européens de troisième rang y apportaient également leur concours. La Suisse, en particulier, finançait elle aussi l'armement de l'UCK, et participait, sous couvert, bien sûr, d'oeuvres "humanitaires", à la reconstruction du Kosovo et des "*forces locales*" après le retrait des troupes serbes.

Au moment donc où les Etats-Unis montraient leurs gros bras contre l'Irak, l'UCK repointait le nez, tentant de miner la domination serbe, ce qui voulait dire que l'impérialisme allemand était à nouveau à l'offensive, menaçant le *statu quo* défendu par les Etats-Unis. Comme nous l'écrivions en décembre 1998 : "*L'objectif de Bonn est de parvenir à faire éclater l'actuelle république de Yougoslavie, dominée par la Serbie (...) La Serbie affaiblie, c'est un puissant verrou à l'expansion allemande dans cette région et en direction de la Méditerranée qui saute*" (*RI* n°285). Face à cette menace, Washington n'a pu que couvrir et soutenir la nouvelle campagne de répression et de "nettoyage" engagée en décembre-janvier par la Serbie. Malgré le dispositif militaire de l'OTAN présent dans la région et renforcé après la découverte du massacre de Racak, pour soi-disant faire pression sur la Serbie coupable de "violations de droits de l'homme", la politique des Etats-Unis vise en effet à contrer l'Allemagne, rejetant toute idée d'indépendance du Kosovo. Ainsi les Etats-Unis ont tout fait pour ne pas gêner la pression serbe sur les Kosovars. Ce schéma de soutien à la Serbie n'est pas nouveau : déjà, en 1998, l'OTAN n'était intervenu qu'APRES que l'essentiel de l'offensive serbe ait réduit les forces de l'UCK.

Les bruits de bottes en ex-Yougoslavie viennent à nouveau confirmer que le capitalisme ne peut qu'entraîner l'humanité vers la barbarie. La guerre aujourd'hui ne fait qu'annoncer celles de demain, quand, poussées par tel ou tel des requins impérialistes, les ethnies ou autres "nations" de l'échiquier ex-yougoslave rentreront à nouveau en conflit. Comme hier et aujourd'hui, les populations seront le jouet des appétits des grandes puissances et beaucoup périront dans les affrontements sans fin que se livrent les gangsters impérialistes ! L'année 1999 débute comme a fini 1998 : au son du canon. Cela montre une fois de plus que le seul "progrès" que le capitalisme peut apporter d'une année sur l'autre, c'est celui des guerres et de la barbarie !

HPL (22 janvier)

Derrière la coopération autour de l'euro, l'aiguisement de la guerre économique

Saluée par ses géniteurs comme une véritable "étape historique", la naissance de l'euro est venue ouvrir l' année 1999. Dans le fatras des déclarations dont la bourgeoisie nous a rebattu les oreilles, on l'a même entendue célébrer dans l'euro une prétendue "*victoire sur les égoïsmes nationalistes*". Du bluff, rien que du bluff ! Nous publions ci-dessous des extraits d'un article de notre *Revue internationale* n°94 sur la question de l'euro. Contre cette propagande mensongère nous racontant que les Etats européens n'auraient pour objectif que de s'entraider et se serrer les coudes face à la crise, cet article montre au contraire que leur unanimisme de façade cache une accentuation de la concurrence économique, dans le monde, mais aussi au sein de cette Europe même.

Loin de limiter la concurrence économique entre capitaux nationaux participants, l'introduction d'une monnaie unique signifie l'intensification des rivalités. (...) C'est ce qu'illustre par exemple cette inquiétude de la bourgeoisie française face à la montée en puissance économique et impérialiste de l'Allemagne.

L'agressivité croissante du capitalisme allemand

A côté de l'agressivité de l'expansion économique allemande (démontrée par les opérations internationales de rachat d'entreprises, dans l'automobile en particulier), très vite, l'euro a été un des instruments privilégiés concrétisant la volonté de l'Allemagne d'imposer des mesures économiques visant à assurer la position dominante du capitalisme allemand aux dépens de ses rivaux plus faibles. (...)

L'euro était à l'origine un projet français imposé à Kohl par Mitterrand en échange du consentement français à la réunification allemande. A l'époque, la bourgeoisie française craignait à juste titre que la Bundesbank de Francfort n'utilise le rôle dominant du mark, par une politique des taux d'intérêts élevés, pour obliger toute l'Europe à participer au financement de la réunification de l'Allemagne. Mais lorsque cette dernière mit finalement tout son poids dans ce projet (et sans ce poids, l'euro n'aurait jamais existé), ce qui a émergé, c'est une monnaie européenne correspondant aux conceptions et aux intérêts de l'Allemagne et non à ceux de la France.

Comme l'écrivait le *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, journal porte-parole de la bourgeoisie allemande, après le sommet de Bruxelles : "*de l'indépendance de la Banque centrale européenne et sa localisation à Francfort, en passant par le pacte de stabilité en soutien à l'union monétaire, jusqu'au refus d'un* "gouvernement économique" *comme contrepoids politique à la Banque centrale, en dernière instance la France n'a pas été capable d'imposer une seule de ses exigences. Même le nom de la monnaie unique inscrit dans le traité de Maastricht, l'écu -qui rappelle la monnaie historique française- a été abandonné sur le chemin de Bruxelles pour le plus neutre* 'euro'. *(...) Aussi la France, en ce qui concerne ses conceptions et son prestige politique, se retrouve les mains vides.*" (5 mai 1998)

(...) Pendant la guerre froide, l'Allemagne, nation capitaliste importante, était divisée, occupée militairement et jouissait d'une souveraineté étatique partielle ; elle n'avait pas la possibilité politique de développer une présence internationale de ses banques et de ses entreprises, une présence qui aurait correspondu à sa puissance industrielle. Avec l'effondrement en 1989 de l'ordre mondial issu de Yalta, la bourgeoisie allemande n'avait plus de raison de continuer à supporter cette situation au niveau des affaires. Les événements récents ont confirmé que les très démocrates successeurs d'Alfred Krupp et Adolf Hitler sont tout aussi capables que leurs prédécesseurs de bousculer et écarter leurs rivaux. Pas étonnant que leurs "amis" et "partenaires" capitalistes soient aussi en colère.

Un instrument contre le "chacun pour soi"

Kohl a compris plus tôt que ses collègues allemands que l'effondrement des blocs impérialistes, mais aussi l'inquiétude provoquée par l'unification allemande, risquaient de provoquer une nouvelle vague de protectionnisme et de "chacun pour soi "économique, ce qui avait été jusque-là mis en échec au sein de la discipline imposée par le bloc américain. Il était clair que l'Allemagne, la principale puissance industrielle d'Europe et le champion de l'exportation, risquait de devenir une des principales victimes d'un tel développement.

Ce qui rallia la bourgeoisie allemande -qui était si fière du deutsche mark et si effrayée par l'inflation (1)- à la position de Kohl a été la crise monétaire européenne d'août 1993 (qui avait commencé un an auparavant lorsque la Grande-Bretagne et l'Italie avaient quitté le Système monétaire européen). La crise avait été provoquée par une spéculation internationale considérable sur les monnaies, elle-même expression de la crise de surproduction chronique et généralisée du capitalisme. Ceci amena presque à l'explosion du Système monétaire européen, mis justement en place par Helmut Schmidt et Giscard d'Estaing pour empêcher les fluctuations incontrôlées et imprévisibles des monnaies qui risquaient de paralyser le commerce au sein de l'Europe. Ce système se révélait maintenant lui-même complètement inadéquat face à l'avancée de la crise. De plus, en 1993, la bourgeoisie française proposa, dans le dos de l'Allemagne, de remplacer le mark par le franc français comme monnaie de référence de l'Europe. Cette proposition était indubitablement irréaliste et elle connut un rejet retentissant de la part des "partenaires", notamment de la part des Pays-Bas. Tout ce spectacle convainquit la bourgeoisie allemande du danger que contenait un "chacun pour soi" incontrôlé. C'est ce qui la fit se rallier à son chancelier. La monnaie commune fut ainsi conçue pour rendre impossible les fluctuations monétaires entre les différents partenaires commerciaux européens et pour aussi contrecarrer une tendance potentielle existante vers le protectionnisme et l'effondrement du commerce mondial. Après tout, l'Europe est, avec les Etats-Unis, le principal centre du marché mondial. Mais, au contraire de l'Amérique, l'Europe est divisée en de multi-

(SUITE PAGE 4)

APRÈS L'ASIE, LA RUSSIE, L'AMÉRIQUE LATINE

Vers une récession mondiale

L'effondrement en cascade des pays du Sud-Est asiatique ne devait être, selon les experts de la bourgeoisie, qu'un accroc sans grande conséquence pour les pays développés.

Depuis lors, une véritable lame de fond entraînant sur son passage la Russie et le Brésil menace d'une récession ouverte, plus profonde que les précédentes, les grandes puissances du coeur du capitalisme. Aujourd'hui, tous les regards sont tournés vers le Brésil qui, s'il devait plonger, constituerait une cause immédiate de récession brutale pour l'économie mondiale, vu qu'à lui seul il représente 18% des exportations nord-américaines (*Le Monde* du 15 janvier). C'est pourquoi ce pays a fait l'objet d'une attention particulière de la part du FMI et des Etats-Unis, au moyen de mesures dites d'anticipation consistant en des prêts supplémentaires. De telles mesures, visant à faire en sorte que la plongée, bien qu'inévitable, soit progressive et non pas brutale, n'ont pu empêcher de récentes convulsions du malade qui se sont répercutées sur toutes les places boursières du monde. Clinton en personne a dû "monter au créneau" pour rassurer les marchés et les investisseurs sur l'état de santé de l'économie brésilienne afin d'éviter un mouvement de débandade.

Il aura fallu cette nouvelle alerte pour qu'au sein de la bourgeoisie, sous peine de se discréditer complètement, on se décide à reconnaître le caractère mondial et non spécifique de la crise (voir notre article " Crise économique : toujours plus profond dans l'abîme "dans la *Revue Internationale* n°96). Ainsi, à propos de ses manifestations actuelles au Brésil, *Le Monde* du 15 janvier s'exprime en ces termes : "Le *troisième acte de la crise mondiale, partie de Thaïlande il y a dix-huit mois, vient de débuter.*"

Tout cela serait risible si les premiers à faire les frais de cette nouvelle accélération dramatique de la crise économique n'étaient pas des centaines de millions de travailleurs, de chômeurs et de sans-travail qui vont être plongés dans une misère grandissante sans perspective de sortie. Après le continent africain quasiment laissé à l'abandon, en proie aux ravages des famines, des massacres et des guerres "locales", c'est au tour des pays d'Asie et de l'ex-bloc russe d'être entraînés les uns après les autres dans la spirale d'une décomposition sociale qui emporte tout sur son passage. Aux Etats-Unis, les pertes boursières frappent directement des millions d'ouvriers dont l'épargne et les fonds de retraite sont placés en Bourse. Dans les pays développés, derrière les discours qui se veulent rassurants, la classe dominante déchaîne de nouvelles attaques contre les conditions d'existence de la classe ouvrière : baisses des salaires et de toutes les formes d'allocations de ressources, "flexibilité", licenciements et "réductions d'effectifs", coupes claires dans les budgets de santé, de logement, d'éducation. La liste est longue des mesures tous azimuts que la bourgeoisie concocte dans tous les pays "démocratiques" pour tenter de sauvegarder ses profits face à la tourmente financière mondiale.

Il ne faut évidemment pas s'attendre à des commentaires objectifs de la part de la bourgeoisie sur l'ampleur de la catastrophe économique et sa signification. Au contraire, elle s'efforcera de masquer tout ce qui peut participer de dévoiler aux exploités que la crise en question n'est ni conjoncturelle, ni spécifique à des pays, ni strictement financière, mais bien la crise du mode de production capitaliste. De plus, son épisode thaïlandais d'il y a dix-huit mois n'en constitue pas le début. Il annonce seulement le retour de la récession ouverte mondiale. Le début de cette crise remonte en fait à la fin des années 60, c'est-à-dire à la fin de la période de reconstruction d'après la Seconde Guerre mondiale. Et tout comme celle des années 30, elle est une manifestation de la décadence du capitalisme commencée au début de ce siècle. La bourgeoisie s'efforcera également de faire miroiter aux ouvriers des issues possibles à la crise, au sein du système, pour éviter précisément qu'ils ne remettent celui-ci en cause. Or, c'est justement de la prise de conscience par la classe ouvrière de la nécessité de renverser le capitalisme que dépend l'avenir de l'humanité.

CR (19 janvier)

MOUVEMENT DES MINEURS ROUMAINS

Une publicité bourgeoise pour démoraliser la classe ouvrière

Lorsque la bourgeoisie fait de la publicité à une lutte ouvrière, on peut être certain que c'est pour mieux cracher sur le prolétariat. Il en va ainsi de la marche des mineurs de la vallée du Jiu en Roumanie. Qu'est-ce qu'on peut entendre, voir et lire dans les médias ? Que ces ouvriers sont des abrutis, des individus irresponsables, facilement manipulables et manipulés par les "forces du mal" totalitaristes. D'un côté, on nous les montre avec insistance conduits par le dirigeant ultranationaliste Tudor, sorte de chef mafieux tout-puissant dans la région du Jiu. De l'autre, on nous les présente à satiété comme les dignes enfants du stalinisme, rappelant sans retenue leurs "exactions" de 1990 et 1991 à Bucarest contre la "naissance de la démocratie" et pour le compte d'Iliescu, allié aujourd'hui à Tudor et héritier du tyran honni Ceaucescu. Qu'ils soient derrière les uns ou les autres, les mineurs roumains sont toujours derrière les forces du totalitarisme. Regardez-les ! Ils forment même leurs troupes d'avant-garde ! Hier "communistes", "aristocrates ouvriers" paraît-il bourrés de "privilèges", aujourd'hui "fascistes", et toujours contre la "liberté", servant de masse de manoeuvre stupide aux pires extrémistes.

La bourgeoisie, évidemment la plus "démocratique", s'en délecte littéralement. Un dessin paru dans un de ses journaux les plus proprets, *Le Monde*, exprimait avec une rare clarté le fond de la pensée de cette classe exploiteuse qui ne rate pas une occasion de relier le destin de la classe ouvrière avec celui des Staline ou Hitler. On pouvait donc y voir des "gueules noires" sortir d'une tombe marquée de la faucille et du marteau staliniens, se redressant les uns après les autres dans un salut fasciste ! Voilà ce qui s'appelle une dénonciation en règle de la classe ouvrière pour toute la société, de la calomnie pure et simple.

Il est sûr que la classe ouvrière de Roumanie, comme celle de l'ensemble des pays de l'ex-bloc de l'Est, a dû subir plus de soixante ans de terreur et de propagande staliniennes, qui ont laminé sa conscience. Et la décomposition aggravée qui a fait place à l'effondrement du stalinisme n'a rien arrangé, malgré la nouvelle coloration "démocratique". Si les mineurs de Roumanie se laissent entraîner dans de telles aventures sans lendemain, qui peuvent servir les intérêts de telle ou telle clique locale, c'est parce qu'ils sont les victimes de leur faiblesse politique que les "démocrates" fraîchement arrivés qui les dénoncent aujourd'hui si vigoureusement se sont justement attachés à aggraver, main dans la main avec les "fascistes" et les ex-"staliniens".

Cependant, une telle débauche de moyens est destinée à faire passer le message dans les rangs des ouvriers eux-mêmes, auxquels la classe dominante veut asséner un certain nombre de mensonges idéologiques. Le premier leur crie à la face que leurs luttes ne contiennent en elles-mêmes aucune perspective, qu'elles ne peuvent déboucher que sur des expressions de violence brutale et stérile qui ne demandent qu'à s'exprimer, car elles seraient justement le fond des pensées gratuitement haineuses du prolétariat envers les "riches". Le deuxième mensonge leur dit ensuite qu'ils n'ont pas et n'auront jamais de conscience, troupeau aveugle d'éternels moutons de Panurge, tristes pantins subjugués par les démagogues de tous poils, incapables de s'organiser eux-mêmes.

Mais si la bourgeoisie fait tant d'efforts et appointe un tel nombre de pisse-copies et scribouillards pour mettre en oeuvre cette campagne visant à démoraliser le prolétariat, en droite ligne des campagnes anticommunistes à répétition qu'elle mène depuis la fin du stalinisme, c'est précisément parce qu'elle sait qu'il a une perspective. Comme elle sait que c'est sur son cadavre de classe déjà moribonde qu'il passera, par la révolution prolétarienne, pour l'avènement du communisme.

Albizia (23 janvier)

EURO

(SUITE DE LA PAGE 3)

ples capitaux nationaux. Comme tel, elle constitue un maillon faible potentiel dans la chaîne du marché mondial. Aujourd'hui, même les meilleurs avocats de "l'Europe unie" comme la CDU et le SPD en Allemagne, admettent qu'il n'y a "*pas d'alternative à une Europe des Patries*" (2). Cependant, ils mettent en place l'euro pour limiter les risques au niveau du commerce mondial. C'est pourquoi l'euro est soutenu par la plupart des fractions de la bourgeoisie, et cela pas seulement en Europe mais aussi en Amérique.

Mais si ce soutien général pour l'euro existe, en quoi exprime-t-il l'aiguisement de la concurrence capitaliste ? Où réside l'intérêt particulier de la bourgeoisie allemande ? Pourquoi la version allemande de l'euro est-elle l'expression de son autodéfense agressive aux dépens de ses rivaux ?

Les plus forts imposent leurs règles aux plus faibles

C'est un fait bien connu qu'au cours des trente dernières années, la crise a affecté la périphérie du capitalisme plus rapidement et plus brutalement que le coeur du système. Cependant, il n'y a rien de naturel et d'automatique dans un tel cours des événements. L'accumulation la plus importante et la plus explosive des contradictions capitalistes se trouve précisément au centre du système. Dans ce sens, le fait qu'après 1929 les Etats-Unis et l'Allemagne, les deux pays capitalistes les plus développés, ont été les premières victimes et les plus brutalement affectés par la crise mondiale, correspondait beaucoup plus au cours spontané et naturel du capitalisme décadent. Au cours des décennies passées, au contraire, nous avons vu tour à tour l'effondrement économique de l'Afrique, de l'Amérique latine, de l'Europe de l'Est et de la Russie, et plus récemment du Sud-Est asiatique. Le Japon lui-même commence à vaciller. L'Amérique du Nord et l'Europe de l'Ouest, en particulier les Etats-Unis et l'Allemagne, ont malgré tout été les plus capables de résister. Ils l'ont été précisément par ce qu'ils ont été capables d'empêcher, dans une certaine mesure, le "chacun pour soi" économique qui avait prévalu dans les années 30. Ils ont mieux résisté parce qu'ils ont été capables d'imposer leurs règles de conduite de la concurrence capitaliste. Ces règles qui sont là pour assurer la survie des plus forts. Dans le naufrage actuel du capitalisme, elles permettent que ce soient les "pirates" les plus faibles qui passent les premiers par-dessus bord. Alors la bourgeoisie les présente comme la recette qui doit permettre de civiliser, de pacifier ou même d'éliminer la concurrence entre nations ; ces règles sont en réalité les moyens les plus brutaux d'organiser la concurrence au bénéfice des plus forts. Tant que le bloc impérialiste occidental existait, les Etats-Unis seuls y imposaient ces règles. Aujourd'hui, si les Etats-Unis continuent de dominer économiquement au niveau mondial, au sein de l'Europe, c'est l'Allemagne qui de plus en plus le fait aux dépens de la France et des autres. A long terme, cette situation mènera l'Allemagne à se trouver directement face aux Etats-Unis eux-mêmes.

Le conflit européen sur l'euro

Il est vrai que la monnaie commune européenne sert les intérêts de tous ses participants. Mais cela n'est qu'une partie de la réalité. Pour les pays plus faibles, la protection offerte par l'euro est comparable à la protection généreuse que la Mafia offre à ses victimes.

Face à la puissance d'exportation supérieure de l'Allemagne, la plupart de ses rivaux européens ont eu régulièrement recours au cours des trente dernières années à des dévaluations monétaires, comme ce fut le cas de l'Italie, de la Grande-Bretagne ou de la Suède, ou au moins à une politique de stimulation économique et de monnaie faible comme dans le cas de la France. A Paris, le concept de politique monétaire "*au service de l'expansion économique*" a été une doctrine d'Etat tout autant que celle du "*monétarisme*" de la Bundesbank. Au début des années 30, de telles politiques, les dévaluations brutales en particulier, comptaient parmi les armes favorites des différentes nations européennes aux dépens de l'Allemagne. Sous la nouvelle loi germanique de l'euro, une telle politique n'est plus possible. Au coeur de ce système, il y a un principe que la France a beaucoup de mal à digérer. C'est le principe de l'indépendance de la Banque centrale européenne, qui signifie la dépendance de celle-ci à la politique et au soutien de l'Allemagne.

Les pays les plus faibles -l'Italie en est un exemple classique- ont peu de moyens de maintenir un minimum de stabilité en dehors de la zone euro, sans l'accès au capital, aux marchés ou taux d'intérêts meilleur marché que le système offre. La Grande-Bretagne et la Suède, qui sont relativement plus compétitives que l'Italie, et moins dépendantes de l'économie allemande que le France ou les Pays-Bas, sont capables de se maintenir plus longtemps en dehors de l'euro. Mais, au sein des murs protecteurs de la zone euro, les autres ont perdu quelques-unes de leurs armes au bénéfice de l'Allemagne.

L'Allemagne pouvait se permettre de passer un compromis sur la question de la présidence de la Banque centrale européenne. Mais sur l'organisation de l'euro, comme sur l'expansion internationale de ses banques et de son industrie, elle n'a accepté aucun compromis. Et il ne pouvait pas en être autrement. L'Allemagne est le moteur de l'économie européenne. Mais, après trente ans de crise ouverte, même l'Allemagne est devenue "un homme malade" de l'économie mondiale. Sa dépendance au marché mondial est énorme (3). La masse considérable de ses chômeurs approche les dimensions de celle des années 30. Et elle se confronte à un problème supplémentaire extrêmement coûteux et encore non résolu : les coûts économiques et sociaux de la réunification. C'est la crise de surproduction irréversible du capitalisme décadent qui a frappé le coeur de l'économie allemande, l'obligeant, comme les géants du capitalisme, à combattre impitoyablement pour sa propre survie.

Kr

(1) Si la bourgeoisie allemande n'a pas oublié 1929, elle se souvient aussi de 1923, quand le reichsmark ne valait même pas une feuille de papier toilette.

(2) La division du monde en capitaux nationaux concurrents ne peut être surmontée que par la révolution prolétarienne.

(3) L'Allemagne a exporté pour 511 milliards de dollars en 1997, à la seconde place derrière les Etats-Unis (688 milliards), et loin devant le Japon (421 milliards de dollars) -selon l'OCDE.

LÉNINE, LUXEMBURG,LIEBKNECHT

(SUITE DE LA PAGE 8)

de l'oeuvre de Lénine. Après l'avoir pourchassé, calomnié, poursuivi d'une haine implacable durant toute sa vie, la bourgeoisie mondiale, pour mieux duper le prolétariat, a fabriqué un faux Lénine à son usage. On se sert de son cadavre pour rendre inoffensifs son enseignement et son oeuvre. On se sert de Lénine mort pour tuer le Lénine vivant.

Contre les falsifications du stalinisme : les véritables enseignements de Lénine

Le stalinisme, meilleur agent du capitalisme mondial, s'est servi du nom de ce chef de la Révolution d'Octobre pour accomplir la contre-révolution capitaliste en Russie. C'est en citant Lénine qu'ils ont massacré tous ses compagnons de lutte. Pour entraîner les ouvriers russes et du monde dans le massacre impérialiste, ils présentent un Lénine, "héros national russe", partisan de la "défense nationale".

L'action de Lénine, qui fut un ennemi acharné de chaque instant du capitalisme russe et mondial et de tous les renégats passés au service du capitalisme, ne peut être retracée dans le cadre d'un article. Son oeuvre trouve sa plus haute expression dans les trois points suivants qui se situent à l'aube, à la maturité et à la fin de sa vie.

C'est d'abord la notion du parti qu'il donne en 1902 dans "Que faire?". Sans parti politique révolutionnaire, enseigne-t-il, le prolétariat ne peut ni faire la révolution, ni prendre conscience de la nécessité de la révolution. Le parti, c'est le laboratoire où se fait la fermentation idéologique de la classe. "Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire." Construire, cimenter le Parti de la révolution sera le fond de toute son oeuvre. Octobre 1917 apportera la confirmation historique de la justesse de ce principe. C'est grâce à l'existence de ce parti révolutionnaire que fut le parti bolchévik de Lénine que le prolétariat russe a pu sortir victorieux en Octobre.

C'est ensuite la position de classe contre la guerre impérialiste en 1914. Non seulement le prolétariat repousse toute défense nationale en régime capitaliste, mais il doit oeuvrer, par ses luttes de classe, à la défaite de sa propre bourgeoisie, pour le défaitisme révolutionnaire, oeuvrer par la lutte de classe révolutionnaire, par la fraternisation des soldats des deux côtés des frontières impérialistes à la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, pour la révolution socialiste.

Lénine dénoncera tous les faux socialistes qui ont trahi le prolétariat pour se mettre au service de leur bourgeoisie ; il dénoncera violemment les gens qui, tout en se disant du bout des lèvres contre la guerre, hésitent à rompre avec les traîtres et les renégats. Il proclamera la nécessité de la formation d'une nouvelle Internationale et des nouveaux partis, où les traîtres et les opportunistes n'auront pas droit de cité. Enfin, il démontrera que l'époque impérialiste est la dernière période du capitalisme, la période des guerres impérialistes, et que seul le prolétariat, par la révolution, peut y mettre fin. Cette thèse de Lénine a été confirmée par l'éclatement de la révolution en Russie et ensuite en Allemagne, qui ont mis fin à la première guerre mondiale. Elle s'est à nouveau confirmée d'une façon tragique, quand les défaites de la révolution et l'écrasement physique et idéologique du prolétariat ont posé la condition de la reprise de la guerre impérialiste mondiale que fut la guerre de 1939-45. Enfin, Lénine a démontré en 1917, dans la pratique, que la transformation de la société ne peut se faire par la voie pacifique de réformes, mais nécessite la destruction violente, et de fond en comble, de l'Etat capitaliste et l'instauration de la dictature du prolétariat contre la classe capitaliste.

La victoire de la Révolution d'Octobre, la construction de l'Internationale communiste, parti de la révolution mondiale, les thèses fondamentales de l'Internationale communiste sont le couronnement de l'oeuvre de Lénine et le point culminant, la position la plus avancée atteinte par le prolétariat dans la période précédente.

La mort de Lénine coïncide avec le reflux de la révolution et les défaites du prolétariat. Dans cette période de recul, l'absence de Lénine a pesé lourdement sur le mouvement révolutionnaire. L'oeuvre si riche de Lénine n'est pas exempte d'erreurs et de lacunes. C'est aux révolutionnaires aujourd'hui qu'il appartient de corriger et de dépasser les erreurs historiques du prolétariat. Mais Lénine, par son oeuvre et son action, a fait faire un pas de géant et décisif sur le chemin de la révolution, et restera, à ce titre, un guide immortel du prolétariat.

Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht : magnifiques figures du prolétariat mondial

L'oeuvre de Rosa Luxembourg est encore, aujourd'hui, profondément ignorée, non seulement des larges masses, mais même des militants avertis.

L'apport de Rosa dans la théorie marxiste fait d'elle l'élève et la continuatrice la plus brillante et la plus profonde de Karl Marx. Son analyse de l'évolution de l'économie capitaliste donne la seule explication scientifique de la crise ultime et permanente du capitalisme. Il est impossible d'aborder sérieusement l'étude de notre époque de l'impérialisme, de l'inéluctabilité de la crise économique et des guerres impérialistes, sans se baser sur l'analyse pénétrante de Rosa. En donnant une solution scientifique aux problèmes de la reproduction élargie et de l'accumulation du capital qui se trouvaient inachevés chez Marx, Rosa a dégagé le socialisme d'une impasse pour le placer dans sa nécessité objective.

Mais Rosa Luxembourg ne fut pas seulement une grande théoricienne et une économiste érudite, elle fut avant tout une combattante révolutionnaire.

Chef de file incontestée de la gauche de la social-démocratie allemande, elle a, de bonne heure, dénoncé l'enlisement opportuniste de la IIe Internationale. A la tête de la gauche, avec son compagnon d'armes, Karl Liebknecht, elle rompt, durant la guerre de 14-18, avec la social-démocratie de trahison au service de la bourgeoisie et de Guillaume II.

Des années de prison pour son action contre la guerre n'ont pas calmé son ardeur. Sortie de prison, elle organise le Spartakusbund et engage la lutte pour la révolution socialiste en Allemagne. Sur bien des points, l'histoire a confirmé la justesse des positions de Rosa en opposition avec Lénine, et notamment sur la question nationale et coloniale, où Rosa dénonçait l'erreur de la position de la libération nationale et du "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes" qui, étant d'essence bourgeoise et historiquement réactionnaires, ne peuvent que détourner le prolétariat des petits pays opprimés de son terrain de classe et renforcer de ce fait le capitalisme international.

Les événements dans les pays baltes, la révolution nationale turque, comme toute une série de révolutions "nationales", et la Chine en 1927, devaient expérimentalement donner une confirmation tragique aux avertissements de Rosa.

Les nouveaux partis que le prolétariat doit construire aujourd'hui ne peuvent présenter un pas en avant qu'en reprenant la thèse fondamentale de Rosa sur la question nationale, et en l'approfondissant. Certaines autres critiques, et certains avertissements de Rosa à la révolution russe, concernant la liberté et la violence dans la révolution, doivent servir de matériaux, conjointement avec l'expérience ultérieure de la Russie, à l'établissement du nouveau programme des partis de classe.

Karl Liebknecht est l'autre grande figure de la révolution allemande de 1919. Député au Reichstag, il rompt la discipline du groupe parlementaire et prononce du haut de la tribune du Parlement le réquisitoire contre la guerre impérialiste.

"*L'ennemi est dans notre propre pays*", proclamera sans cesse Liebknecht, et il appellera les ouvriers et les soldats à la fraternisation et à la révolte. Son souffle ardent galvanisera les énergies révolutionnaires, et la révolution en 1918 le trouvera avec Rosa Luxembourg à la tête des masses prolétariennes à l'extrême pointe de la bataille.

En assassinant Karl et Rosa, en momifiant Lénine, la bourgeoisie n'a pu que retarder son propre anéantissement

La social-démocratie allemande, pour sauver le capitalisme de la menace de la révolution, déchaînera la plus sanglante répression contre le prolétariat. Mais le massacre de dizaines de milliers de prolétaires ne lui suffira pas. Tant que Rosa et Liebknecht sont en vie, elle ne se sentira pas rassurée. Aussi c'est eux qu'elle cherche, qu'elle vise et qu'elle finit par atteindre, en les faisant assassiner par sa police, lors d'un transfert de prison. Hitler n'avait rien inventé ; Noske, ministre socialiste et chien sanglant de la bourgeoisie, lui a donné la première leçon, et lui a ouvert la voie tout comme Staline lui a appris la manière de transformer des millions d'ouvriers et paysans en prisonniers politiques, ainsi que le massacre en masse des révolutionnaires.

L'assassinat de Rosa et de Karl devait décapiter la révolution allemande et la révolution mondiale pour des années. L'absence de ces chefs fut un handicap terrible pour le mouvement ouvrier international et l'Internationale communiste.

Mais le capitalisme peut assassiner les dirigeants de la révolution, il peut momentanément fêter sa victoire sur le prolétariat en le jetant dans des guerres impérialistes nouvelles. Il ne peut toutefois résoudre les contradictions de son régime qui le précipitent dans les gouffres de la destruction généralisée.

Lénine, Karl et Rosa sont morts, mais leur enseignement reste vivant. Ils restent le symbole de la lutte à mort contre le capitalisme et la guerre, par la seule voie qui s'offre à l'humanité, par la révolution prolétarienne.

C'est en suivant leur trace, en continuant leur oeuvre, en s'inspirant de leur exemple et de leur enseignement, que le prolétariat international fera triompher la cause pour laquelle ils sont tombés : la cause du PROLETARIAT et du SOCIALISME.

" L'Etincelle "
(janvier-février 1946)

BANLIEUES

Une seule réponse à la misère capitaliste : la lutte ouvrière

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

prolétariser, tandis que leurs parents eux-mêmes sont chômeurs ou réduits à des emplois toujours plus précaires.

Mais à cette catastrophe sociale, à cette misère infinie, expression criante de la faillite du capitalisme et de l'urgence d'en finir avec ce système sans avenir, s'ajoute un phénomène de décomposition sociale qui accompagne aujourd'hui la crise du capitalisme. La montée de la délinquance, le développement des trafics de drogues et leur consommation par des gamins de plus en plus jeunes, les actes de destruction et d'agressions contre les habitants du quartier et contre les équipements sociaux ou urbains sont autant de manifestations du pourrissement de la vie sociale qui atteint aujourd'hui de plein fouet les quartiers ouvriers. Mais le sont aussi les bavures policières qui - presque immanquablement- mettent le feu aux poudres dans les cités et les émeutes qui s'ensuivent. Il en est de même des "bandes" de loubards rivales qui se développent en lieu et place de vie sociale et pour qui l'affrontement aux flics devient une raison d'être, ces derniers étant vécus comme une autre "bande", étrangère au quartier, simplement plus puissante et bénéficiant de plus de protections que les autres.

Aucune classe de la société n'échappe à la gangrène de la décomposition. A commencer par la classe dominante dont les moeurs sont toujours plus corrompus, comme le montrent le développement des scandales et des affaires et dont les valeurs traditionnelles, censées "normaliser" la vie sociale, s'écroulent.

Mais cette situation de pourrissement de la société constitue également un grand danger pour la classe ouvrière. A l'origine de cette montée de la décomposition, il y a en premier lieu justement les faiblesses de la lutte de classe, la grande lenteur et les difficultés avec lesquelles la classe ouvrière répond sur son terrain de classe à l'inexorable dégradation de ses conditions d'existence : tandis que la bourgeoisie se révèle de jour en jour moins capable d'offrir un avenir à la société, de son côté la classe ouvrière n'a pas encore été assez forte pour opposer au "no future" capitaliste sa propre perspective de classe et pour répondre à l'atomisation ambiante par la solidarité de son combat collectif.

Dans ce cadre, l'inexorable montée du chômage dans les grands pays industrialisés depuis 30 ans a contribué lourdement à couper de sa classe d'origine une partie importante de la jeunesse. De plus en plus d'enfants d'ouvriers, qui n'ont jamais été intégrés dans le processus de production, se marginalisent totalement et viennent aujourd'hui grossir les rangs de ce que Marx appelait le "lumpen proletariat", c'est-à-dire cette pègre déclassée qui, quelle que soit son apparente "haine" pour les flics ou l'ordre établi, a toujours été utilisée par la bourgeoisie pour ses basses oeuvres contre la classe ouvrière et ses luttes. Les mêmes loubards qui terrorisent aujourd'hui les quartiers ouvriers peuvent très bien servir demain à la classe dominante de nervis contre la révolution, comme ce fut le cas avec les corps-francs lors de la révolution allemande en 1918-1919.

Et il en est des émeutes et autres "rodéos" comme de la délinquance individuelle. Quelles que soient les raisons révoltantes de la colère - notamment la violence et le racisme de flics qui assassinent froidement des adolescents pour un vol de voiture -, ces actions émeutières, pour "collectives" qu'elles soient, en restent à une violence impuissante et sans espoir. Non seulement elles sont totalement incapables de s'attaquer aux véritables causes de la misère, mais saccageant aveuglément les lieux de vie du prolétariat, elles ne remettent nullement en cause l'ordre existant. Bien au contraire, la bourgeoisie s'en sert largement, et elle s'en sert contre la classe ouvrière, et pour cela, elle n'hésite pas à médiatiser à outrance ces faits, tout comme elle monte en épingle les statistiques de la criminalité.

La bourgeoisie se sert de la violence des banlieues comme d'une arme contre la classe ouvrière

Qu'il s'agisse des émeutes de Toulouse ou des déprédations de Strasbourg, il y a dans ces événements, une évidente part de manipulation de la part de la classe dominante. Ainsi à Toulouse, les affrontements n'ont concerné que 200 à 300 jeunes dans un quartier peuplé de 60.000 habitants. En face de ces jeunes, la bourgeoisie a déployé une armée de 500 à 600 CRS, gendarmes et brigades anti-criminalité. De fait, ce déploiement policier a consisté à boucler le quartier et à laisser les jeunes faire le maximum de dégâts autour d'eux pendant plusieurs nuits. L'explosion était prévisible après la bavure policière. La politique de la bourgeoisie a consisté à l'aggraver, tant en laissant d'abord les jeunes tout casser, en dramatisant ensuite les événements, et en entretenant les jours suivants une ambiance de "guerre civile". Elle a ainsi organisé la paralysie des transports en commun dans plusieurs quartiers, y compris dans le centre-ville, sous le prétexte qu'une manifestation pacifique de quelques lycéens s'y tenait.

On retrouve la même manipulation médiatique à Strasbourg où, notamment, certaines chaînes de télévisions n'hésitent pas à payer chaque année les jeunes pour incendier des voitures devant leurs caméras, histoire de réunir des images à sensation plus saisissantes que les vraies !

Car, contrairement à ce qu'elle essaie de nous faire croire, lorsqu'elle affiche régulièrement sa "détermination" à lutter contre le "mal des banlieues", la classe dominante trouve son intérêt dans le développement de ces phénomènes et dans leur médiatisation.

Tout d'abord, la publicité faite à ces explosions de violence contribue à entraver la prise de conscience et la réflexion que suscite immanquablement dans la classe ouvrière la faillite économique du système, particulièrement patente à travers la montée incessante du chômage, les licenciements et la dégradation générale des conditions d'existence de la classe ouvrière. En effet, de tels événements conduisent à penser que des conditions de vie de plus en plus difficiles, comme c'est le cas en particulier pour les chômeurs, au lieu de pousser à la lutte contre le système qui en est responsable, ne peuvent qu'engendrer une violence aveugle et barbare. Ce n'est pas par hasard si les médias aux ordres préfèrent couvrir les émeutes et le "mal des banlieues" pendant qu'elles organisent le black-out sur la réalité du développement des grèves ouvrières.

La bourgeoisie invite ainsi les prolétaires à oublier leur terrain de classe pour raisonner en "citoyens" qui s'en remettent à l'Etat bourgeois et à sa toute puissance de prétendu "garant de la sécurité de tous les membres de la société". A ce niveau, et même sur ce terrain-là, les "solutions", quelle qu'en soit la couleur, proposées par les différentes fractions de la bourgeoisie sont plus "bidons" et plus démagogiques les unes que les autres. Il en est ainsi du fameux débat qui agite en ce moment les politiciens de droite et de gauche sur la lutte contre la délinquance. Chacun y est ainsi invité à prendre parti entre tenants du "tout répressif" et du "tout préventif", entre les solutions "dures" du ministre de l'Intérieur, soutenues par Chirac et la droite, proposant une politique répressive accrue, non seulement contre les mineurs délinquants mais contre leurs parents et les "états d'âmes" du reste de la gauche, y compris du premier ministre, s'insurgeant contre le "réflexe tout sécuritaire" et y allant de ses propositions "sociales" et "éducatives". Ce prétendu "choix" est évidemment pipé d'avance. Sur le plan judiciaire, le système répressif bourgeois est déjà doté de tout un arsenal impressionnant de lois pénales, mais qui ne sont appliquées... que dans la mesure où il y a assez de place dans les centres de rééducation ou assez d'éducateurs et autres juges pour enfants, ce qui est évidemment loin d'être le cas. Même sur ce plan-là, l'austérité imposée par la faillite économique de ce système règne. Quant à ce que proposent les tenants de mesures "préventives" qui insistent sur le rôle de l'école, il y a vraiment de quoi rire, lorsqu'on constate la dégradation continuelle des conditions d'enseignements partout et les déjà illusoires statuts de ZEP ("zone d'éducation prioritaire") qui sont maintenant retirés à de nombreuses écoles pour motifs d'économies budgétaires ! Quant au projet de Chevènement de supprimer les allocations aux familles de délinquants, on atteint le summum du cynisme ! On y apprend que ces allocations de misère étaient censées servir à pourvoir à "l'éducation civique" des enfants, et qu'en conséquence les parents qui n'ont pas réussi à l'inculquer à leur progéniture doivent en être privés ! Evidemment, le projet a suscité un tollé parmi les alliés gouvernementaux du ministre de l'Intérieur, mais il a joué son rôle principal, celui de culpabiliser les prolétaires dans leur rôle de parent. En tout cas, il ne fait que révéler à son tour la totale impuissance où se trouve ce système en faillite pour maintenir un minimum de cohérence à la vie sociale, un système où, non seulement les prisons ne sont que des écoles du crime et les collèges des écoles de la délinquance, mais où c'est la société toute entière qui est une école de violence et de désespoir. En attendant, la seule chose dont soit capable l'Etat capitaliste, c'est de multiplier la présence policière dans les rues, de systématiser le quadrillage policier des banlieues, ce qui ne peut avoir d'autre effet que de faire monter la tension dans les cités et contribuer encore plus à condamner les prolétaires qui y vivent à être pris en étau entre la violence des loubards et celle des flics.

Si la bourgeoisie fait largement étalage des méfaits de son système dans les banlieues, ce n'est effectivement pas en faire la critique radicale, mais bien pour tenter de démoraliser la classe ouvrière, en amplifiant et dramatisant encore le niveau de misère sociale dans les quartiers ouvriers.

Seule la lutte de la classe ouvrière peut offrir une perspective.

Pourtant, la classe ouvrière est la seule classe de la société capable d'autre chose que de "voir dans la misère uniquement la misère". Car, contrairement à l'image d'une jungle sans avenir que la bourgeoisie cherche à renvoyer des lieux où vit l'essentiel de la classe ouvrière, celle-ci est la seule à représenter l'avenir dans cette société en putréfaction.

Si seule, évidemment, la victoire de sa lutte révolutionnaire est capable de mettre définitivement un terme au capitalisme et au pourrissement actuel de la société, déjà, le développement de ses combats de classe contre les attaques de la bourgeoisie, avec ses propres méthodes de lutte et sa solidarité de classe constitue et constituera un antidote aux effets de la décomposition pour de larges franges de la classe ouvrière, en leur évitant de sombrer dans le désespoir, l'individualisme, la délinquance et le néant. C'est dans ces luttes que résident l'école de la révolution et le seul espoir de l'humanité.

PE

FRONT NATIONAL

Gonflé hier, éclaté aujourd'hui, manipulé toujours

C'est parce que le Front National était devenu une lourde entrave qui compromettait systématiquement toute tentative de recomposition des partis de droite, condition indispensable pour le retour de ces fractions au gouvernement, que l'ensemble de la bourgeoisie a concocté une manoeuvre provoquant l'éclatement de ce parti d'extrême-droite devenu trop encombrant.

Cela n'est pas nouveau : l'utilisation de Le Pen et de son parti, telle une baudruche que l'on gonfle et que l'on agite selon les nécessités du moment de la vie politique, a déjà constitué un des moyens majeurs de la bourgeoisie française pour limiter les conséquences de la venue de la gauche au pouvoir dans les années 80, face à une classe ouvrière qui développait ses luttes et sa conscience et qui apprenait à reconnaître dans les partis de gauche ses pires ennemis.

De fait, le poids pris par l'extrême-droite dans la vie politique française a été le produit direct de la situation créée par l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981. Cette dernière, confrontée à un discrédit croissant, va trouver dans le prétendu "danger fasciste" une légitimité nourrie par les succès du FN, qui auront été pleinement favorisés par le pouvoir socialiste en place. Il faut rappeler que la baudruche FN a été fabriquée de toutes pièces par les manoeuvres de Mitterrand. C'est l'instauration par Mitterrand d'un mode d'élections à la proportionnelle à un seul tour en 1986 qui aura permis au FN de faire son entrée au parlement. Pendant des années, le parti de Le Pen allait canaliser les votes protestataires de rejet de "la classe politique", tout en servant de faire-valoir à la gauche, auréolée, grâce à lui, du statut de champion de la "défense de la démocratie" et des "Droits de l'Homme". D'ailleurs, les accointances, les collusions entre le FN et le PS ou le camp soi-disant adverse sont nombreuses. Par exemple, le chef de la garde prétorienne de le Pen n'est autre que l'ancien garde du corps à qui Mitterrand avait confié naguère la "protection spéciale" de sa fille Mazarine.

Depuis lors, régulièrement, les scores électoraux du FN servent à alimenter les campagnes de tous les "démocrates" de gauche et d'extrême-gauche sur la prétendue "montée de la menace fasciste" qui invitent les prolétaires à se mobiliser, en premier lieu sur le terrain électoral, à s'en remettre à "la défense de la démocratie" ou à se placer sous la bannière "d'un front républicain".

Or, le danger de "montée du fascisme" n'est qu'un leurre, car contrairement à la situation des années trente, sa condition préalable et indispensable : une classe ouvrière vaincue, n'est pas réalisée.

Par ailleurs, le véritable problème pour la classe dominante, n'est nullement le risque d'arrivée au pouvoir du FN. Il est parfaitement clair pour la bourgeoisie française que le programme du FN est totalement inapplicable et contraire aux besoins actuels du capitalisme. Tant ses orientations anti-européennes et isolationnistes que ses prétentions à interdire l'exploitation de la force de travail "immigrée" vont à contre-courant complet des objectifs du capital national.

La seule réelle préoccupation du reste de la bourgeoisie vis-à-vis d'un FN re-

(SUITE PAGE 6)

PAYS-BAS

Arrêt de la publication de "Daad en Gedachte" Un affaiblissement pour la Gauche communiste

L'article que nous publions ci-après a été écrit en juillet 1998, suite à la décision du groupe Daad & Gedachte de cesser la sortie régulière de sa presse. Depuis cette date, des réunions publiques se sont tenues avec la participation de Cajo Brendel, un des principaux animateurs du groupe. Nous en rendrons compte ultérieurement dans la presse internationale du CCI. Néanmoins, à ce jour, les craintes que nous formulions quant à l'avenir de la publication de ce groupe se sont avérées légitimes, puisqu'elle n'est toujours pas reparue.

En juillet 1997, le groupe conseilliste hollandais Daad & Gedachte publiait la prise de position suivante dans son journal : *"Ceci est notre dernier numéro de* Daad & Gedachte. *Plusieurs circonstances nous contraignent à arrêter la publication de notre journal, que nous avons édité pendant plus de trente ans. Mais cela ne signifie en aucun cas que le groupe qui publiait ce journal ne sera plus actif.*

En plus d'un demi-siècle écoulé depuis la Seconde Guerre mondiale, le capitalisme et la lutte de la classe ouvrière ont connu des changements radicaux. La signification du mouvement ouvrier traditionnel a constamment décru, et il est devenu de plus en plus évident par contre, qu'un mouvement des ouvriers se développe lentement. Ce que le groupe Daad & Gedachte *a l'intention de faire, c'est approfondir ces développements. Les occupations d'usine, qui s'étaient déjà présentées essentiellement aux Etats-Unis et en France avant la Seconde Guerre mondiale, sont devenues la règle plutôt que l'exception. De plus, ces occupations ont même été sujettes à des changements.*

Le groupe Daad & Gedachte *a l'intention d'élaborer en profondeur l'étude de différents* 'chapitres' *et de les envoyer, après discussion, à ses lecteurs. Ils recevront donc une étude en plusieurs parties. On comprendra que les parties dont nous parlons seront publiées à un rythme irrégulier.*

Ce qui nous aiderait beaucoup dans ce travail, ce sont les réactions des lecteurs critiques à chacune des parties que nous leur enverrons. Nous ne nous attendons pas à être capables de terminer ce travail à court terme. Notre étude prendra certainement plusieurs années."

Face à cette déclaration, le CCI considérait la décision du groupe Daad & Gedachte de mettre fin à la publication régulière de son journal mensuel comme un pas très dangereux, qui pouvait très bien conduire à la disparition pure et simple de cette publication. La disparition de la voix et de l'activité militante d'un groupe tel que Daad & Gedachte, qui fait partie intégrante de la tradition prolétarienne, et qui est aussi le dernier représentant organisé d'un courant historique important, le communisme de conseils, serait un point marqué par la bourgeoisie. C'est une victoire pour la classe dominante lorsqu'elle est capable de réduire au silence une voix qui a défendu, même si c'était de manière confuse, la perspective révolutionnaire du prolétariat. Pour la même raison, la disparition de *Daad & Gedachte* signifierait un affaiblissement pour la classe ouvrière.

Le CCI est convaincu du fait que les organisations prolétariennes doivent se défendre contre l'idéologie petite-bourgeoise et bourgeoisie dans leurs rangs. Céder aux sirènes de l'idéologie de la classe dominante, en particulier au niveau des principes organisationnels, représente une menace immédiate pour l'existence même de tout groupe prolétarien. C'est pourquoi le CCI a envoyé à Daad & Gedachte une lettre dans laquelle il insiste pour que ce groupe revienne sur sa décision de mettre fin à la publication régulière de son journal, ce qui, le CCI le craint, est la première étape d'un hara-kiri.

(...) "Daad & Gedachte *est le dernier représentant d'un courant politique historique au sein du mouvement ouvrier, le conseillisme : nous pensons donc que votre décision dépasse le cadre de votre seule organisation. Quelles que soient les positions et analyses politiques qui nous séparent, nous considérons que ce courant politique fait fondamentalement partie du patrimoine historique du mouvement ouvrier et a grandement contribué à son avancement théorique et pratique. (voir notre brochure sur la* Gauche germano-hollandaise*). En tant que dernier groupe ayant une filiation avec ce courant politique, décider d'arrêter la parution régulière de votre publication -donc de vos analyses et prises de position sur la situation internationale, la lutte de classe et les questions théoriques- est quelque part décider de la disparition de la présence de fait de la voix du courant conseilliste au sein de la classe ouvrière et du mouvement révolutionnaire."*

Dans la lettre à Daad & Gedachte, le CCI souligne le besoin crucial de voix prolétariennes pour dénoncer la propagande de la bourgeoisie. Il rappelle que la bourgeoisie a orchestré une campagne généralisée contre la perspective révolutionnaire de la classe ouvrière suite à l'effondrement du bloc de l'Est, assimilant la révolution prolétarienne à son boucher, le stalinisme. Il réaffirme également que le prolétariat a besoin de ses minorités révolutionnaires pour être capable de remplir son potentiel historique, mais aussi que la publication de numéros "par thème" ne répond pas aux besoins de la classe ouvrière.

(...)"Face à tous ces mensonges, la classe ouvrière a plus que jamais besoin d'un contrepoison, elle a besoin que ses organisations révolutionnaires expliquent et démystifient toute cette campagne médiatique, dénoncent la propagande et le but de la bourgeoisie, et défendent haut et fort la perspective du communisme. Sans perspective, sans la claire conscience de la possibilité et de la nécessité du socialisme, aucune révolution n'est possible, et même aucun élargissement politique d'un mouvement combatif plus général de la classe ouvrière n'est possible. Cette tâche requiert une publication qui apporte à la classe ouvrière et aux minorités d'avant-garde des réponses régulières face aux mensonges quotidiens de la bourgeoisie. (...) Voilà qui requiert, de la part des organisations révolutionnaires, des réponses claires aux attentes de la classe, des minorités combatives et des éléments les plus conscients. Il est indispensable de rappeler à la classe ouvrière les leçons de ses luttes passées. Qui d'autre que les groupes révolutionnaires, et quels autres outils qu'une presse pourraient répondre à ce besoin de mémoire au sein du prolétariat ? Ceci nécessite que les révolutionnaires développent régulièrement des analyses et réponses pour la classe, soient à la hauteur des attentes au sein de la reprise de la combativité de la classe ouvrière. (...) Les besoins et les attentes de la classe ouvrière sont immenses, toutes les nécessités rappelées ci-dessus requièrent des analyses et des prises de position régulières que ne saurait rencontrer une parution thématique, au gré de l'évolution de la situation. Une parution épisodique ne saurait remplacer une parution régulière dans son contenu ni, surtout, dans sa fonction. Un des rôles fondamentaux des révolutionnaires est de participer à la prise de conscience et à l'auto-organisation de la classe ouvrière. La presse régulière a toujours constitué dans le mouvement ouvrier l'outil privilégié, l'arme des révolutionnaires pour intervenir dans la classe ouvrière et y défendre la perspective du communisme. Cette tâche ne peut être remplie par une revue épisodique à thème. Nous voudrions ici vous rappeler le précédent concernant l'organisation Spartacus, qui avait pris une décision analogue à la fin des années 70, qui n'a fait que préfigurer la disparition du groupe. Nous pensons de même que votre décision contient inévitablement le danger du déchirement et de la disparition à terme de Daad & Gedachte." (1)

A ce jour (juillet 1998), il n'y a aucun signe de publication de Daad & Gedachte, ni son journal régulier, ni aucune publication à thème (comme la première partie de son étude). Le groupe n'a transmis aucune réaction à la lettre que le CCI lui avait envoyée. Cela confirme la gravité de la situation dans laquelle se trouve ce groupe (c'est le moins qu'on puisse dire). Cela confirme que, même si le groupe peut encore avoir un certain nombre d'activités internes, il n'a pour le moment plus d'activité externe. Cela confirme que le danger dont le CCI les avait avertis, celui d'une baisse des activités jusqu'à la disparition complète, est réel. Pour le moment, la voix de Daad & Gedachte est inexistante dans le prolétariat, et il est à craindre qu'à terme le groupe en tant que tel disparaisse, comme l'a fait le Communistenbond Spartacus, après avoir arrêté sa publication régulière.

Daad & Gedachte n'est pas capable de se défendre contre la pression de l'idéologie de la classe dominante. Par conséquent, ce groupe n'est pas capable non plus de voir qu'il se trouve sur une trajectoire menant à sa disparition, pas plus que de voir que sa disparition signifierait un point marqué par la bourgeoisie et un revers pour le prolétariat. Mais même si Daad & Gedachte lui-même n'est pas capable de voir tout cela, le milieu politique prolétarien ne peut assister passivement au suicide politique d'une des expressions de la tradition prolétarienne. C'est pourquoi le CCI en appelle à tout le milieu politique prolétarien, y compris ses contacts, à réagir à la décision de Daad & Gedachte. Le milieu politique prolétarien a le devoir de tout faire pour faire revenir Daad & Gedachte de sa dangereuse dérive. Il faut le mettre en garde de ne pas céder à la propagande de la bourgeoisie, qui mène à l'abandon de l'activité révolutionnaire. Le milieu politique prolétarien doit insister pour que Daad & Gedachte assume la responsabilité qui est la sienne face à la classe ouvrière, c'est-à-dire reprenne son activité militante dans le but de recommencer la publication régulière de son journal.

CCI (juillet 1998)

(1) Extrait de la lettre du CCI à Daad & Gedachte du 1er novembre 1997.

FRONT NATIONAL

(SUITE DE LA PAGE 4)

présentant 20% de l'électorat, c'est qu'aujourd'hui cette baudruche était devenue difficilement gérable. Elle était devenue d'autant plus gênante qu'elle se posait en arbitre obligé des querelles et des divisions des partis de droite, contribuant à favoriser leur concurrence et leur dispersion, au point qu'elle tenait littéralement en otage les secteurs de la droite traditionnelle, faisant et défaisant à sa guise ses déboires comme ses succès électoraux. Elle constituait une véritable entrave à tout projet de recomposition de la droite, contraignant la gauche à assumer, seule au gouvernement et pour une longue période indéterminée, un lourd programme d'attaques antiouvrières. L'impact négatif pour l'avenir d'une telle situation quant à la capacité de la gauche à mystifier la classe ouvrière était inacceptable pour la bourgeoisie dans son ensemble. C'est pourquoi la bourgeoisie s'est chargée de "casser" le FN. Voilà comment elle s'y est pris :

- premier acte : Le Pen, qui, en tant que "chef historique" et "leader naturel" de l'extrême-droite, n'a jamais caché ses intentions de conduire la liste du FN aux élections européennes de juin 1999, se retrouve condamné par un tribunal pour "avoir fait le coup de poing" (en présence de caméras de la télévision) contre une candidate du PS aux législatives et ses supporters, lors d'une précédente campagne électorale. Il est alors suspendu de ses "droits civiques"pour deux ans et de ce fait, devient inéligible aux élections européennes ;

- deuxième acte : pendant que Le Pen prépare le terrain pour imposer son remplacement par sa femme, jusque là absente de la vie politique, ce jugement pousse "le loup à sortir du bois", selon l'expression même d'un journaliste avisé. Ce "loup" aux dents longues n'est autre que le n° 2 du FN, Mégret, qui tissait depuis des mois ses propres réseaux pour devenir "calife à la place du calife" et qui croit le moment venu de révéler ses ambitions. En juin 1998, il affiche publiquement son "désaccord" avec le "vieux menhir" et se porte candidat comme tête de liste le plus "représentatif" ;

- troisième acte : fin septembre dernier, en appel, un autre tribunal ramène la sanction de Le Pen, et donc son inéligibilité, à un an au lieu de deux. Ce "coup de pouce" permet à Le Pen de redevenir tête de liste et de reprendre l'initiative. A partir de là, pouvait se déclencher la "meurtrière guerre des chefs" dont tous les médias nous ont gavés et la scission qui consacre l'implosion du FN.

En n'ayant cessé de manipuler le FN, en le faisant gonfler hier par tous les moyens, en s'employant à le casser en deux aujourd'hui pour l'affaiblir et le contrôler plus aisément, la classe dominante démontre ainsi une fois de plus tout le machiavélisme qu'elle est capable de déployer.

Alors que la gauche continuera demain d'agiter devant elle l'épouvantail du "danger fasciste", la classe ouvrière ne devra pas céder à ces campagnes d'intox. L'ennemi le plus dangereux pour elle, ce n'est pas l'extrême-droite, mais bien les partis de gauche et leurs syndicats parce qu'ils sont les plus aptes à tromper les ouvriers. Ce sont ces partis de gauche et les syndicats qui chercheront à les dévoyer de leur terrain de classe pour mieux saboter leurs luttes de résistance aux attaques du capitalisme.

CB

IRAK

(SUITE DE LA PAGE 2)

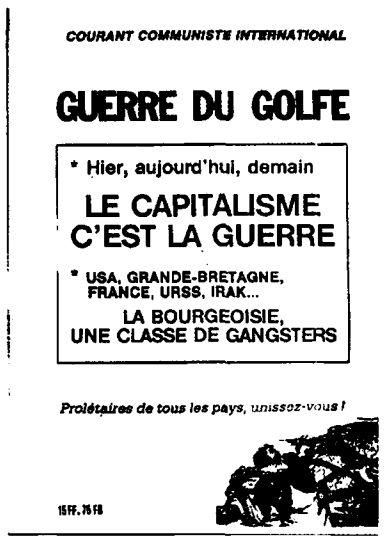
Orient, moins ouvertement en faveur d'Israël et s'appuyant davantage sur l'autorité palestinienne (2).

Aujourd'hui, comme dans tous les massacres impérialistes de ce siècle, c'est toujours au nom de la paix que la bourgeoisie prépare ou justifie la guerre. Et c'est également toujours au moyen du mensonge et de l'intox idéologique qu'elle tente de monter les populations et les ouvriers les uns contre les autres. Non seulement ceux-ci doivent rester sourds aux sirènes nationalistes, mais ils doivent se livrer à une critique impitoyable de la barbarie dans laquelle ce système à l'agonie entraîne l'humanité. Qu'ils soient immédiatement confrontés sur le terrain à la barbarie capitaliste ou qu'ils soient dans les grands centres industriels du coeur de l'Europe ou des Etats-Unis, le seul camp pour lequel ils aient à prendre parti, c'est celui de l'internationalisme prolétarien.

Bn (16 janvier)

(2) C'est d'ailleurs dans le but d'aggraver encore l'impopularité américaine vis-à-vis des pays arabes que des sources mal intentionnées à l'encontre des Etats-Unis ont divulgué cette information concernant la participation d'Israël, en coopération avec les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, sous couvert d'activité de renseignement de l'UNSCOM, à l'espionnage des liaisons hertziennes irakiennes.

Lisez notre brochure :



VIE DE L'ORGANISATION

PUBLICATIONS DU CCI

Ecrire les adresses comme suit, sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258
Valencia 46080 - ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 1134, 1000 Bruxelles 1 - BELGIQUE

INTERNATIONALISM
P.O. Box 288 New York
N.Y. 10018-0288 - U.S.A.

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674 Caracas 1020-A - VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106,
10031 Stockholm - SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 Napoli - ITALIE

WERELD REVOLUTIE
WR Postbus 11549
1001 GM Amsterdam - HOLLANDE

WORLD REVOLUTION
BM Box 869,
London WCI N 3XX - GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 410308 50863 Köln
ALLEMAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 2216
CH-8026 Zürich SUISSE

REVOLUCION MUNDIAL
Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico MEXIQUE.

COMMUNIST INTERNATIONALIST
(publication en langue Hindi)
POB 25, NIT, Faridabad 121 00.
HARYANA INDIA.

ABONNEMENTS

ABONNEMENT SIMPLE
(12 numéros du journal) : FRANCE : 100 F- ETRANGER : 100 F - PAR AVION : 120 F

ABONNEMENT SIMPLE
(4 numéros de la *Revue internationale*) . FRANCE : 75 F - ETRANGER : 75 F - PAR AVION : 90 F

ABONNEMENT COUPLÉ
(journal + revue) : FRANCE : 170 F - ETRANGER : 170 F - PAR AVION : 210 F

ABONNEMENT DIFFUSEUR

Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :
-*RI* : abonnement à 3 : 240 F , à 5 : 400 F.
-*Revue internationale* : abonnement à 2 : 145 F, à 3 : 250 F.
Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

Versement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de RI - CCP523544Y-Rouen, à adresser à la boîte postale de RI :

R I - Mail Boxes 153
108, rue Damremont 75018 PARIS

REUNIONS PUBLIQUES ET PERMANENCES

La section du CCI en France organise régulièrement des **réunions publiques** et des **permanences** dans plusieurs villes.
Alors que, dans les **réunions publiques,** les discussions s'organisent autour d'un thème précis introduit par un bref exposé de notre organisation, dans les **permanences**, le débat se développe à partir des questions et préoccupations des participants (actualité, histoire du mouvement ouvrier, approfondissement des positions politiques, etc.)

RÉUNIONS PUBLIQUES

Mars 1919
La naissance de l'Internationale Communiste, point culminant de la vague révolutionnaire mondiale

LYON : le samedi 13 mars à 15h
C.C.O. 39, rue G. Courteline, Villeurbanne (bus 27, 37, 38, arrêt Antonins).

MARSEILLE : le samedi 13 mars de 15h à 18h
Rendez-vous à la sortie du M° Chartreux.

NANTES : le samedi 27 février à 15 h
Salle de la Fraternité, 3 rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).

PARIS : le samedi 13 mars à 17 h
27, avenue de Choisy, M° Porte-de-Choisy.

TOULOUSE : le vendredi 26 février à 21 h.
Rendez-vous sur la place de l'église de la Fourguette, route de Seysses, Toulouse.

TOURS : le samedi 13 mars à 15 h
9, place de la Tranchée (en haut de l'av. de la Tranchée).

GRENOBLE
Permanence le samedi 6 février de 15 h à 18 h, Le Tonneau de Diogène, 6, place St-André.
Vente de la presse le samedi 6 février de 10h30 à 11h30 à l'angle des rues de Bonne et Blanchard.

LILLE
Permanence le samedi 20 février à 14 h 30 à la MNE, 23, rue Gosselet.
Vente de la presse le dimanche 7 février de 11h à 12h au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins à l'angle de la rue Racine ou rue du Marché à l'angle de la rue des Sarrazins.

LYON
Permanence le samedi 13 février de 15h à 18h et le samedi 13 mars de 18h à 21h, au C.C.O., 39, rue G. Courteline, Villeurbanne (bus 27, 37, 38, arrêt Antonins).
Vente de la presse au métro Saxe-Gambetta, le 3e vendredi du mois de 17 h 15 à 18 h 15.

MARSEILLE
Permanence le vendredi 12 février à partir de 18 h 30, au buffet Cafeteria de la gare St Charles.
Vente de la presse le samedi 13 février, de 11h30 à 12h30, allée centrale du marché de la Plaine, face à la rue Rey et à la rue St Michel (13006).

NANTES
Permanence le samedi 27 février à 18 h à la salle de la Fraternité, 3 rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).

PARIS
Permanence les samedis 30 janvier, 13 et 27 février, de 18h à 20h, au 27, avenue de Choisy, M° Porte-de-Choisy.
Vente de la presse au marché d'Alligre (place d'Alligre, Paris 12è, M°Ledru-Rollin), le 2e dimanche du mois, de 11h45 à 13h.

ROUEN
Vente de la presse le dimanche 7 février de 11 h à 12 h, au marché le Clos St Marc (La Brocante).

TOULOUSE
Permanence le vendredi 12 février à partir de 18 h 30. Rendez-vous brasserie « Saint-Exupéry », avenue Saint-Exupéry (près du pont des Demoiselles).
Vente de la presse les dimanches 7 et 21 février, de 10h30 à 12h, au marché aux Puces (place St-Sernin), le dimanche 14 février de 11h à 12h30 au marché aux légumes (Jeanne-d'Arc.)

TOURS
Permanence le samedi 20 février à 17h, 9 place de la Tranchée (en haut de l'avenue de la Tranchée).
Vente de la presse le deuxième samedi du mois de 10h30 à 11h30, au marché de St-Pierre-Des-Corps, place de la Mairie.

Lisez la Revue Internationale

	Courant Communiste International
Revue Internationale	Crise économique **Toujours plus profond dans l'abîme** **Trente ans de crise ouverte du capitalisme** Irak, Kosovo, accords de Wye Plantation **L'offensive américaine aggrave le chaos et la barbarie impérialistes** 1918-1919 **La révolution prolétarienne met fin à la guerre impérialiste** Le communisme n'est pas un bel idéal, il est à l'ordre du jour de l'histoire, VI **1920 : Boukharine et la période de transition** La question chinoise (1920-1940) **La Gauche communiste contre la trahison de l'Internationale communiste dégénérée** Question d'organisation **Sommes-nous "léninistes" ?**
96	3EUROS-20FF-100FB-5FS

APPEL A LA SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous avons ouvert une souscription permanente pour le soutien de notre journal et de notre intervention.

Vos contributions sont les bienvenues au compte de RI à notre C.C.P. 523544Y - Rouen ou peuvent être données lors de nos interventions.

Souscriptions du mois

Lille : Permanence du 12 décembre : 65.
Paris : Réunion publique du 9 janvier : 872.
Toulouse : Permanence du 20 novembre : 270 ; permanence du 11 décembre : 161; réunion publique du 18 décembre : 590.
Autres : X: 46, TK (Montpellier): 1000, MP (Brive): 200, DC (Ouest): 130, BP (Dijon): 170, BB (St-Etienne): 130, JO (Toulouse): 130, GD: 70.
Total : 3834.

BROCHURES DU CCI

La décadence du capitalisme (15 F +frais d'envoi : France 8F /Etranger 18F).

Les syndicats contre la classe ouvrière (15 F + 8 F/18F)

Nation ou classe (15 F +8 F/18F)
Le trotskysme contre la classe ouvrière (30 F + 8 F/18F)

Plate-forme et Manifeste du C.C.I.
(15 F + 8F/18F)

Organisation communiste et conscience de classe
(25 F + 8 F/18F)

L'Etat dans la période de transition (20 F + 8 F/18F)

Bilan de la lutte des infirmières (octobre 88) (10 F + 8 F/18F)

Guerre du Golfe (15 F + 8 F/18F)

La Gauche communiste d'Italie
(80 F + 21F/33F)

La Gauche hollandaise
(120 F + 21 F/33F)

L'effondrement du stalinisme
(20 F + 8 F/18F)

La Révolution russe (15 F + 8 F/18F)
Luttes dans la fonction publique de décembre 95
Une victoire pour les syndicats, une défaite pour la classe ouvrière (20 F + 8 F/18F)

La prétendue "paranoïa" du CCI (tomes I et II) (25 F et 40F + 8 F/18F)

APPEL AUX LECTEURS

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion.

Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

QUELQUES LIBRAIRIES OÙ L'ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU CCI

ANGERS : Contact - rue Lepneveu

BESANCON : Les sandales d'Empédocle - 95, Grande Rue.

BORDEAUX : Le Roi Lire - rue Ste-Catherine.

BREST : Maison de la Presse - 64, rue Jean-Jaurès.

CLERMONT-FD : Le Papyvore - 3, rue de l'Ente. Maison de la Presse - place de Jaude.

DIEPPE : Maison de la Presse - 102, Grande-Rue.

DUNKERQUE : Maison de la Presse - 34, rue Poincaré.

GRENOBLE : Le Sphynx - 6, rue Brocherie. L'Encre sympathique - 6, rue Saint-Laurent.

LAVAL : Point presse Centre Cial La Mayenne.

LE HAVRE : Presse des Halles - 27, place des Halles-Centrales.

LILLE : Galerie- 57, rue de Béthune. Le Comte de Monte-Cristo - C.commercial V2 Villeneuve-d'Ascq.

LYON : La Gryphe - 5, rue Sébastien-Gryphe (7e). La Proue -15, rue Childebert (2e).

MARSEILLE : Odeur du Temps - 35, rue Pavillon (1e).

MARTIGUES : Librairie Bellevue - 5, Bd Degut.

MELUN : La Porte Ouverte -19, rue du Gal-de-Gaulle.

MONTAUBAN : Maison de la Presse - rue de la République.

MONTPELLIER : Librairie Sauramps-Le Triangle - Allée J-Milhaud.

NANTES : Vent d'Ouest - 5, pl. du Bon-Pasteur.

NICE : Le Temps de Vivre - 50, bd de la Madeleine.

ORLEANS : Temps Modernes - rue N-D-de-la-Délivrance.

PARIS : L'Herbe Rouge - 1 bis, rue d'Alésia (14e). La Brèche - 9, rue de Tunis (20e). Le Point du jour - 58, rue Gay-Lussac (5e).

SAINT-ETIENNE : Librairie de Paris - rue Michel-Rondet. Utopia - rue Pierre-Berard.

SAINT-NAZAIRE : Le Temps de Vivre - 71, rue Jean-Jaurès.

TOULON : Hall de Presse - bd Mal-Leclerc.

TOULOUSE : Toulouse Presse - 60, rue Bayard. FNAC- 81, bd Carnot. Les Arcades - pl. du Capitole.

TOURS : Librairie - 104, rue Colbert.

DISTRIBUÉ PAR LES N.M.P.P. Imprimerie "Autographe" - 10 bis, rue Bisson 75020. Directeur de la publication : D. Van Celst. No de Commission paritaire : 54267

Lénine, Luxemburg, Liebknecht (L'Etincelle 1946)

Il y a quatre-vingts ans, le 15 janvier 1919, Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht étaient assassinés de façon particulièrement lâche et ignoble par la soldatesque aux ordres de la social-démocratie. Ainsi, les chiens sanglants prétendument "socialistes" portaient un coup sévère au mouvement révolutionnaire en abattant ses chefs les plus reconnus. Mais c'est aussi la vague révolutionnaire mondialequ'ils venaient puissamment affaiblir. Lénine, qui disparaîtra cinq ans plus tard, sera le premier à déplorer amérement leur disparition, au-delà des divergences politiques qu'ils avaient pu rencontrer et des critiques mutuelles. Afin de saluer la mémoire de ces trois grands révolutionnaires, dont les noms sont indissociables, nous reproduisons ci-dessous un article paru en janvier 1946 dans le n°10 de *L'Etincelle*, organe la Gauche Communiste de France (GCF), précédé d'une introduction écrite il y a dix ans par notre camarade MC, aujourd'hui disparu, qui fut militant de la GCF.

Cet article représente un intérêt à bien des égards et, avant tout, celui de la continuité de la pensée et des prises de position qui nous lient à tout le mouvement révolutionnaire prolétarien des générations passées. L'Etincelle *commence à paraître en pleine boucherie impérialiste de la Seconde Guerre mondiale. C'est une publication illégale, qui porte en tête l'indication "Bulletin intérieur. Vente extérieure interdite". Cela veut dire qu'en aucune façon le journal ne pouvait être vendu dans un kiosque ou dans une librairie. Seule la vente illégale, clandestine, de la main à la main, pouvait assurer sa diffusion. De même, il ne portait aucune mention (et pour cause) de l'imprimeur et le papier même du journal devait être trouvé au marché noir à un prix forcément beaucoup plus élevé. C'est dans ces conditions qu'un petit noyau de militants révolutionnaires, au risque de leur vie, combattaient, à l'exemple de leurs aînés dans la Première Guerre mondiale, cette boucherie impérialiste et toutes les forces politiques qui poussaient les ouvriers à servir de chair à canon au nom de la "défense nationale", de "l'antifascisme" ou encore de la "défense de l'Etat socialiste russe". Le danger des forces de répression de l'Etat, que ce soit celui de Vichy, de l'Occupation allemande et de sa Gestapo ou celui de la "Libération" était grand et constamment présent. Mais le plus grand danger venait encore de ce parti abject qui se nommait (et se nomme toujours) le PCF. On connaît le chauvinisme proposé par les partis socialistes lors de la Première Guerre mondiale, mais celui des PC stalinisés dans la Seconde Guerre mondiale battait tous les records. Jamais l'histoire n'a connu un tel déchaînement de chauvinisme allant jusqu'à inciter aux pires progroms, même à titre individuel, et cela au nom de Lénine et du communisme ! Aucun parti n'a osé aller jusqu'à cette ignominie consistant à proclamer à la "Libération" :* "A chacun son boche !" *Il n'y a pas pire canaille qu'un parti, autrefois ouvrier, devenu renégat et traître, ayant passé corps et âme à l'ennemi de classe, la bourgeoisie. L'histoire nous montre qu'un parti de la classe dominante ne peut jamais passer du côté du prolétariat. Par contre, nombreux sont les exemples de partis ouvriers passés du côté de la bourgeoisie, cherchant à s'intégrer et à bénéficier de l'ordre existant et vendant leurs droits d'aînesse pour un plat de lentilles. Pour le prolétariat, il n'y a pas pires ennemis que ces partis traîtres car plus hypocrites, couvrant leur corps de loup d'une peau de mouton. La Première Guerre mondiale et l'immédiat après-guerre nous ont donné l'exemple de la social-démocratie, de ses Ebert, Scheidemann et Noske, bourreaux des ouvriers allemands, assassins de chefs révolutionnaires aussi remarquables que Rosa Luxembourg et Liebknecht. La contre-révolution stalinienne en Russie, dépassant de loin en abjection la social-démocratie, devait massacrer par millions des ouvriers et des paysans dans les camps de concentration et exterminer tous les révolutionnaires fidèles à la révolution d'Octobre. Dans les pays d'Europe occidentale, les partis dits "communistes" devaient montrer leur capacité à être les meilleurs sergents-recruteurs de la bourgeoisie, poussant les ouvriers dans la guerre et déchaînant un chauvinisme immonde à la fin de celle-ci. C'est contre ces trahisons, contre ces infâmies, pour dénoncer et démasquer ces nationalistes chauvins de la pire espèce, déguisés en communistes, que* L'Etincelle *évoquait les grandes figures révolutionnaires et leur lutte contre les traîtres durant la Première Guerre mondiale pour lever fermement le drapeau de l'internationalisme prolétarien. Le P"C"F, après avoir eu l'honneur, au lendemain de la guerre, d'accéder à plusieurs postes ministériels dans le gouvernement de De Gaulle, après avoir même vu son secrétaire général -ce fils de... "du peuple", comme il aimait s'appeler pour donner suite au nom de "petit père des peuples" de Staline- occuper le poste de vice-président du Conseil des ministres, participant encore aujourd'hui au gouvernement d'austérité avec les socialistes, se prétend être le défenseur de la classe ouvrière. C'est pour rétablir le vérité sur la nature bourgeoisie du P"C"F et le démasquer que nous republions cet article, à l'occasion de l'anniversaire de la mort de ces trois grandes figures du mouvement ouvrier que furent Lénine, Luxembourg et Liebknecht.*

MC (février 1989)

Lénine, Luxemburg, Liebknecht

C'est dans un moment particulièrement tourmenté où la classe ouvrière dans tous les pays est plongée dans la plus noire misère, où l'humanité, à peine sortie de six années de la plus atroce boucherie, voit se préciser la menace d'une troisième édition de la guerre à la préparation de laquelle tous les Etats capitalistes participent fébrilement, où les faibles réactions de classe du prolétariat sont inexorablement et préventivement anéanties par le capitalisme se servant de sa force militaire monstrueuse, ou sont déviées, dénaturées, détournées avec l'aide des soi-disant partis "ouvriers", au service du capitalisme, que les révolutionnaires commémorent aujourd'hui l'anniversaire de la mort de ces trois militants et chefs du prolétariat international.

Evoquer ces trois figures, leur vie, leur oeuvre, leur lutte, c'est évoquer l'histoire et l'expérience de la lutte internationale du prolétariat durant le premier quart du XXe siècle. Jamais vies d'hommes furent moins privées, moins personnelles, plus entièrement liées à la cause de l'émancipation révolutionnaire de la classe des opprimés, que les vies de ces trois figures des plus nobles du mouvement ouvrier.

Le prolétariat n'a pas besoin d'idoles,l'oeuvre des grands révolutionnaires est un encouragement à son combat

Plus que toute autre classe dans l'histoire, le prolétariat est riche en belles figures révolutionnaires, en militants dévoués, en lutteurs infatigables, en martyrs, en penseurs et hommes d'action. Cela est dû au fait que, contrairement aux autres classes révolutionnaires dans l'histoire, qui ne luttaient contre les classes réactionnaires que pour substituer leur propre domination et l'asservissement de la société à leurs propres intérêts égoïstes de classe privilégiée, le prolétariat, lui, n'a pas de privilèges à conquérir. Son émancipation est l'émancipation de tous les opprimés et de toutes les oppressions, sa mission est celle de la libération de l'humanité entière, de toutes les inégalités et injustices sociales, de toute exploitation de l'homme par l'homme, de toutes les servitudes : économique, politique et sociale.

C'est en détruisant révolutionnairement la société capitaliste et son Etat, en construisant la société socialiste sans classes, que le prolétariat, remplissant sa mission historique, ouvrira une nouvelle ère de l'histoire humaine, l'ère de la véritable liberté et de l'épanouissement de toutes les facultés de l'homme. Aussi, dans la période de déclin du capitalisme, seul le prolétariat et sa lutte émancipatrice offrent un terrain historique où s'exprime tout ce qu'il y a de progressif dans la pensée, dans les aspirations, dans l'idéal et dans tous les domaines de l'activité humaine. C'est dans cette lutte libératrice du prolétariat que l'histoire a placé la source vivifiante des plus hautes qualités morales humaines : désintéressement, abnégation, dévouement absolu à la cause collective, courage. Mais on peut affirmer, sans crainte de tomber dans l'idolâtrie, qu'à ce jour, hormis peut-être les fondateurs du socialisme scientifique, le prolétariat n'a pas trouvé de meilleurs représentants, de guides plus grands, de figures plus nobles, pour symboliser son idéal et sa lutte, que ceux de Lénine, Luxembourg et Liebknecht.

Le prolétariat n'a ni dieux, ni idoles. L'idolâtrie est le propre d'un état arriéré et primitif des hommes. C'est aussi une arme pour la conservation des classes réactionnaires, pour l'abrutissement des masses. Rien n'est plus funeste à la lutte révolutionnaire du prolétariat que la tendance qu'on essaie de lui imprimer au fétichisme et à l'idolâtrie.

Le prolétariat, pour vaincre, a besoin d'une conscience toujours plus grande, plus aiguë, de la réalité et de son devenir. Ce n'est pas dans une mystique, aussi noble que soit la cause, qu'il peut puiser la force de marcher en avant et accomplir sa mission révolutionnaire, mais uniquement dans une conscience critique extraite de l'étude scientifique et de l'expérience vivante de ses luttes passées. La commémoration de la mort de Lénine, Luxemburg et Liebknecht, ne peut jamais être pour les révolutionnaires un acte religieux.

Le prolétariat, pour poursuivre sa lutte, a sans cesse besoin d'étudier son propre passé, afin d'assimiler l'expérience, de prendre conscience d'elle, de s'appuyer sur l'acquis historique et aussi pour dépasser les erreurs inévitables, corriger par la critique les fautes commises, renforcer ses positions politiques par la prise de conscience des insuffisances et lacunes en complétant son programme, et enfin pour résoudre les problèmes dont la solution est restée inachevée hier.

Pour les marxistes révolutionnaires qui répugnent à l'idolâtrie et au dogmatisme religieux, commémorer les trois L, c'est puiser dans leur oeuvre et dans leur vie, leur expérience, les éléments pour la continuité de la lutte et l'enrichissement du programme de la révolution socialiste. Cette tâche est à la base de l'existence et de l'activité des fractions de la Gauche communiste internationale.

Il n'y a pas d'exemple plus révoltant de déformation, de falsification plus éhontée d'une oeuvre d'un révolutionnaire, que celui que la bourgeoisie a fait

(SUITE PAGE 4)

NOS POSITIONS

* Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

* La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

* Les régimes étatisés qui, sous le nom de *« socialistes »* ou *« communistes »*, ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

* Depuis le début du xxe siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

* Toutes les idéologies nationalistes, d' *« indépendance nationale »*, de *« droit des peuples à disposer d'eux-mêmes »*, quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploiteurs.

* Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La *« démocratie »*, forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

* Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis *« ouvriers »*, *« socialistes »*, *« communiste »* (les ex-*« communistes »* aujourd'hui), les organisations *gauchistes* (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de *« front populaire »*, *« front antifasciste »* ou *« front unique »*, mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

* Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, *« officielles »* ou *« de base »*, ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

* Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

* Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

* La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

* La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni *« autogestion »*, ni *« nationalisation »* de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

* L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'*« organiser la classe ouvrière »*, ni de *« prendre le pouvoir »* en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la *Ligue des Communistes* de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'*Association Internationale des Travailleurs*, 1864-72, l'*Internationale Socialiste*, 1884-1914, l'*Internationale Communiste*, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la IIIe Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les *gauches allemande, hollandaise et italienne*.